



**VENDREDI 10 AVRIL 2020**

« L'EFFONDREMENT? Nous y sommes. »

## **\$ ÉCONOMIE \$**

- ▶ Le monde a changé plus qu'on ne le croit (Charles Hugh Smith) p.3
- ▶ Tout le monde le devine, même les fédéraux : Quelle est la profondeur de la récession ? (Mish) p.6
- ▶ Le Premier ministre australien prévient que la vie ne reviendra pas à la "normale" tant qu'un vaccin contre le coronavirus n'aura pas été mis au point (Michael Snyder) p.9
- ▶ L'après-virus : une nouvelle normalité (John Mauldin) p.13
- ▶ La fin des entreprises « sans usine » qui sont à la merci de la Chine ! (Charles Sannat) p.14
- ▶ Récompenser la cupidité... ça marche ! (Wolf Richter) p.17
- ▶ Entretiens avec Candide – 1ère partie (Michel Santi) p.21
- ▶ Pas seulement un redémarrage, mais une relance économique p.26
- ▶ De l'argent facile à la destruction de la civilisation p.30
- ▶ Oui, il y a des compromis entre la prévention des maladies et la destruction économique p.37
- ▶ « Peuple contre l'Etat, cela va très mal finir, sauf si... !! » (Charles Sannat) p.39
- ▶ Le choix impossible de l'austérité ou de l'inflation (François Leclerc) p.43
- ▶ Le dos aux murs (François Leclerc) p.44
- ▶ Editorial. Crises, rien prévu, rien appris, rien compris, rien ne va changer. (Bruno Bertez) p.45
- ▶ Editorial: quand les dettes deviennent trop importantes et que l'on ne peut plus les honorer, on fabrique de la monnaie (Bruno Bertez) p.49
- ▶ Les Etats-Unis ne s'associeront pas à l'OPEP pour la réduction de la production de pétrole p.51
- ▶ L'Europe désunie face à la pandémie, les Etats-Unis dans l'attente (Philippe Béchade) p.52
- ▶ Covid-19 et dominos (1/2) (Charles Hugh Smith) p.54
- ▶ Tapis de bombes sur l'économie mondiale (Bill Bonner) p.56

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>



### **Covid-19: La chute du commerce mondial pourrait atteindre 32 %, selon l'OMC**

Publié le 8 avril 2020 à 22:00:10 / 10 commentaires / 533 vues

Le commerce mondial risque de subir cette année une chute pire encore que celle enregistrée pendant la crise financière de 2008-2009 en raison de l'épidémie de... Lire la suite



## **Le Boston Consulting Group prévoit un déconfinement en juin ou juillet.**

Publié le 8 avril 2020 à 13:00:37 / 1 commentaire / 939 vues

Le BCG est une référence dans le monde des affaires, et ses prévisions servent souvent de scénarios centraux pour les décideurs de Davos ! Que nous apprend le BCG ? Que... Lire la suite



## **Il faut se préparer à un choc qui pourrait être pire que lors de la crise financière de 2008. On peut craindre plus de 10 millions de chômeurs supplémentaires dans l'UE**

Publié le 9 avril 2020 à 13:18:03 / 3 commentaires / 38 353 vues

Nous n'avons pas encore de données très précises mais les premiers chiffres, en Autriche ou en Espagne par exemple, montrent une très forte poussée du

chômage. Il... Lire la suite



## **Planche à billets: Les rotatives fument ! Le bilan de la BCE s'apprête à franchir à la hausse la barre symbolique des 5200 milliards € !**

Publié le 9 avril 2020 à 13:17:05 / 4 commentaires / 282 vues

Pour la première fois de son histoire, la taille du bilan de la BCE s'apprête à franchir à la hausse le seuil symbolique des 5200 milliards d'euros, qu'il... Lire

la suite



## **Peter Schiff: "Si Trump est réélu, il créera plus de dette en 8 ans que Bush et Obama réunis en 16 ans !"**

Publié le 8 avril 2020 à 23:41:19 / 12 commentaires / 515 vues

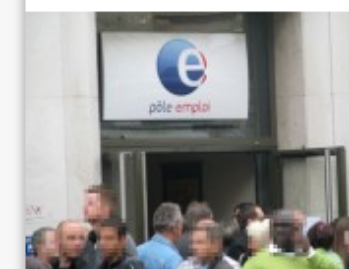
Peter Schiff: "La dette publique américaine vient de franchir à la hausse les 24 000 milliards de dollars, soit 4 000 milliards supplémentaires depuis qu'il... Lire la suite



## **Aïe... Coronavirus: les banques craignent une explosion des impayés de crédits !**

Publié le 8 avril 2020 à 21:00:36 / 10 commentaires / 1 086 vues

Touchés par la crise, des milliers de ménages craignent de ne pas pouvoir rembourser leurs emprunts. Les défauts pourraient se multiplier. [ENQUÊTE] En octobre 2019, le... Lire la suite



## **Le marché de l'emploi affronte sa plus grave crise depuis la seconde guerre mondiale !**

Publié le 8 avril 2020 à 20:00:51 / 2 commentaires / 525 vues

Avec la pandémie de Covid-19, le marché de l'emploi affronte sa plus "grave crise depuis la deuxième guerre mondiale", affirme l'Organisation... Lire la suite



## **Raphaël Bloch: "C'est l'une des conséquences du coronavirus: les Américains se ruent sur le cash – Record depuis 2000 !"**

Publié le 8 avril 2020 à 19:00:30 / 3 commentaires / 965 vues

Raphaël Bloch: "C'est l'une des conséquences du coronavirus : les Américains se ruent sur le cash – record depuis 2000 !" USA: Seconde... Lire la suite



## **Restez calme ! Selon Wall Street, la reprise... c'est maintenant !**

Publié le 8 avril 2020 à 13:54:59 / 8 commentaires / 1 082 vues

Ne sentez-vous pas ce vent de changement ? Cette euphorie en ce début de semaine ? N'avez-vous pas envie d'acheter une nouvelle voiture ? Une nouvelle maison... Lire la suite

## **Le monde a changé plus qu'on ne le croit**

**Charles Hugh Smith 8 avril 2020**

Traduit avec [www.DeepL.com/Translator](http://www.DeepL.com/Translator) (version gratuite)



Autrement dit : la fin des époques.

Alors que les médias grand public se concentrent naturellement sur le présent de la pandémie, certains commentateurs se penchent sur les conséquences à long terme. En voici un petit échantillon :

Coronavirus, défaillance synchrone et déphasage mondial

Le coronavirus va nous obliger à remodeler complètement l'économie

Florence frappée par le Coronavirus : La malédiction de l'hyperspécialisation

Nous ne reviendrons pas à la normale : la distanciation sociale est là pour durer bien plus que quelques semaines. Elle va bouleverser notre mode de vie, en quelque sorte pour toujours (MIT Technology Review)

Si chacun de ces essais offre une perspective différente, concentrons-nous sur les deux derniers : L'essai d'Ugo Bardi sur l'hyperspécialisation et les réponses technologiques décrites dans l'essai du MIT Technology Review.

Comme les lecteurs du blog le savent, j'ai fait la différence entre les effets de premier ordre et les effets de second ordre : Les effets de premier ordre : chaque action a une conséquence. Effets du second ordre : chaque conséquence a ses propres conséquences.

On peut les considérer comme des effets directs (de premier ordre) et indirects (de second ordre).

L'article de la revue technologique du MIT se concentre sur les effets directs, c'est-à-dire sur la manière de déployer la technologie pour identifier les personnes atteintes du virus, suivre leurs récents déplacements et les personnes qu'elles ont pu exposer à la maladie, les réglementations axées sur la technologie qui limiteraient les mouvements des personnes infectées (comme on le voit actuellement en Chine), etc.

Le récit de Bardi, qui nous vient du nord de l'Italie, aborde un effet indirect : l'impact profondément négatif d'une économie hyperspécialisée qui est soudainement perturbée. Dans ce cas, la spécialisation est le tourisme, mais il existe d'autres exemples, dont beaucoup sont motivés par l'hyper-mondialisation.

La spécialisation a longtemps été au centre de la volonté implacable du capitalisme d'accroître l'efficacité et donc les profits, et la mondialisation a poussé la spécialisation à l'extrême : les entreprises dominantes au niveau mondial peuvent arbitrer les devises, les salaires, la corruption politique et les normes environnementales laxistes d'une manière que les concurrents localisés ne peuvent pas.

Le résultat net est une dépendance croissante à l'égard d'une industrie compétitive au niveau mondial pour les emplois, les recettes fiscales, etc. - en substance, l'équivalent moderne d'une plantation de monoculture ou d'une ville-usine mono-industrielle.

Lorsque la plantation ou l'usine ferme, il n'y a pas d'écosystème économiquement diversifié pour prendre le relais.

Si le tourisme ne rebondit pas très rapidement, toutes les économies locales qui se sont hyper-spécialisées pour servir le tourisme mondial (grâce aux tarifs aériens et aux cartes de crédit à bas prix) seront vidées de leur substance.

L'effet de second ordre de la pandémie sera la transformation déchirante de ces économies locales en un écosystème économique beaucoup plus large qui devra être protégé de la concurrence mondiale. Par exemple, les raisins importés par avion de régions situées à plus de 5 000 km de distance seront interdits ou fortement taxés afin que les raisins locaux puissent être concurrentiels.

Un grand nombre d'inefficacités ont été entretenues par des institutions et des cartels égoïstes qui ont soustrait leurs industries à la concurrence. Il s'agit notamment de l'enseignement supérieur, des soins de santé, du secteur de la défense et de la récente récolte de monopoles dans le domaine des grandes technologies (Facebook, Google, et autres).

Un certain nombre de personnes ont déjà remarqué que les cours en ligne à distance sont devenus la norme par nécessité, ce qui a révélé l'incroyable inefficacité du maintien de campus et de bureaucraties extrêmement coûteux pour des cours qui peuvent être suivis n'importe où.

J'ai écrit un livre entier décrivant comment un enseignement supérieur pourrait être dispensé pour 10 % du coût actuel (environ 120 000 dollars pour un diplôme d'université d'État en quatre ans). (L'université presque libre et l'économie émergente)

Alors que les grandes universités de recherche ont besoin de la présence physique des étudiants pour faire fonctionner les machines d'expérimentation et de recherche, la grande majorité des cours de premier cycle n'exige pas de présence physique. Dans de nombreux laboratoires, la présence physique requise peut être considérablement réduite dans le temps ou remplacée par le contrôle à distance des outils de laboratoire.

La même transition se produira dans les entreprises américaines, car les dirigeants acceptent qu'il existe peu de raisons absolument essentielles pour exiger que les travailleurs gaspillent d'énormes quantités de temps et d'argent en se déplaçant vers des lieux de travail centralisés.

La tendance au travail à distance n'est pas nouvelle, mais elle s'est accélérée au point que les cadres dirigeants, qui se cachent derrière leurs responsabilités, pourront exiger un retour aux inefficacités de l'ancien statu quo.

Ce passage au travail à distance décentralisé et en réseau aura un impact dévastateur sur le secteur des bureaux commerciaux. Un très grand pourcentage de l'offre déjà excessive de bureaux sera excédentaire, et il ne sera pas facile ni bon marché de transformer les bureaux en espaces de vie résidentiels.

(Un étage entier d'espace de bureau pourrait comporter un ensemble de salles de bain et une seule cuisine utilitaire ; chaque unité d'habitation aura bien sûr besoin de sa propre salle de bain et de sa propre cuisine).

Les fragilités et les vulnérabilités financières qui apparaissent aujourd'hui ne se limitent pas à l'hyperspécialisation et aux économies de monoculture mondialisées. La structure des coûts de la plupart des petites entreprises était pesante même dans le meilleur des cas : le loyer, les services publics, les redevances, les taxes, le respect des réglementations, les assurances, les frais généraux de main-d'œuvre, etc. sont aujourd'hui d'un coût écrasant, et lorsque les revenus diminuent, même de façon modeste, les petites entreprises ne sont plus viables.

Les coûts tels que le loyer, l'assurance maladie, les frais et taxes locaux sont notoirement "collants", ce qui signifie que le réglage par défaut est de s'ajuster à un niveau de plus en plus élevé. Ces coûts ne diminuent pas, sauf en cas de crise majeure, comme les faillites massives de propriétaires commerciaux et de villes.

On peut donc s'attendre à une élimination de toutes les petites entreprises marginales en difficulté pendant la récession pandémique, et à une émergence faible ou inexistante de nouvelles entreprises à l'avenir pour remplacer celles qui ont été perdues, car les revenus resteront faibles alors que les coûts ne feront qu'augmenter.

Peu d'observateurs s'interrogent sur les changements psychologiques que la pandémie a déclenchés. Pour prendre un exemple évident, les consommateurs ne pourront plus avoir confiance dans leurs revenus ou dans la valeur marchande de leur travail et de leurs biens. Cette incertitude encouragera naturellement l'épargne plutôt que les dépenses frivoles et l'endettement, et ce changement fera baisser la consommation.

Les politiques de statu quo, telles que la baisse des taux d'intérêt, ne changeront pas ce changement psychologique des marées.

L'abaissement des taux d'intérêt à zéro ne signifie pas que les cartes de crédit, les prêts automobiles et les hypothèques seront sans intérêt, et la baisse des taux ne changera pas la réalité, à savoir que les revenus et le prix des actifs peuvent diminuer ou rester incertains pendant des années.

Le monde a changé, et les seules choses que nous savons avec certitude sont 1) qu'un retour au statu quo pré-pandémique n'est pas possible et 2) qu'il s'agit d'une évolution positive.

En d'autres termes : la fin des époques. Aussi glorieuses ou peu glorieuses qu'elles aient pu être, les époques se terminent et une nouvelle ère commence. Bienvenue en 2020.

## **Tout le monde le devine, même les fédéraux : Quelle est la profondeur de la récession ?**

**Mike "Mish" Shedlock 8 avril 2020**

Les minutes de la Fed montrent des marchés "sévèrement contraints". Séparément, le président de la Fed de Richmond pose quelques questions intéressantes.

### **Procès-verbal de la Fed**

Le procès-verbal de la dernière réunion du FOMC est sorti. Pour changer, il est intéressant, et aussi très long.

### **Huit points clés**

1. Le fonctionnement du marché du Trésor a été gravement perturbé. La profondeur du marché était extrêmement faible et les écarts entre les cours acheteur et vendeur se sont fortement creusés.
2. Les conditions de financement des entreprises non financières étaient tendues.
3. Les émissions d'obligations de sociétés ont pratiquement cessé vers la fin du mois de février. Les émissions de qualité spéculative et les émissions de prêts à effet de levier ont pratiquement cessé.
4. Les conditions de financement dans le secteur de l'immobilier commercial (CRE) se sont détériorées vers la fin de l'intermède, l'émission de CMBS ayant ralenti et les écarts s'étant considérablement creusés pour atteindre les niveaux observés en 2016.
5. Selon les prévisions, le PIB réel devrait diminuer et le taux de chômage augmenter, en termes nets, au cours du premier semestre de cette année.
6. Un dollar plus fort, une demande plus faible et des prix du pétrole plus bas étaient des facteurs susceptibles d'exercer une pression à la baisse sur l'inflation dans la période à venir et ont observé que cela signifiait que le retour de l'inflation à l'objectif à long terme de 2 % fixé par le Comité serait probablement encore retardé.
7. Quelques participants ont également fait remarquer que l'abaissement de la fourchette cible à la limite inférieure effective (ELB) pourrait accroître la probabilité que certains taux d'intérêt du marché deviennent négatifs, ou favoriser les attentes des investisseurs en matière de taux directeurs négatifs.
8. De telles attentes iraient à l'encontre de l'opinion précédemment exprimée par les participants, à savoir qu'ils préféreraient utiliser d'autres outils de politique monétaire pour offrir un accommodement supplémentaire à l'ELB.

**PIMCO estime que le PIB diminuera de 30 %.**

Si vous cherchez des suppositions, en voici une autre : Le PIB américain se contractera de 30 % au deuxième trimestre et de 5 % en 2020

*La fermeture forcée d'entreprises à travers les Etats-Unis et la hausse du chômage due à la pandémie de coronavirus vont contraindre la croissance américaine à se contracter de 30% au deuxième trimestre et de 5% au total en 2020, a écrit mercredi la société Pacific Investment Management Co (PIMCO).*

### **Richmond Fed sur le rétablissement de la confiance des consommateurs après la COVID-19**

Le président de la Fed de Richmond, Tom Barkin, parle du rétablissement de la confiance des consommateurs après la COVID-19.

*Cette pandémie est nouvelle pour nous tous, car elle crée une incertitude sans précédent. Avant tout, les familles se demandent comment protéger au mieux leur santé et leur sécurité. Mais les Américains s'interrogent également sur la santé de l'économie. Quelle sera l'ampleur de ce ralentissement ? Combien de temps durera-t-il ? À quelle vitesse allons-nous nous redresser ?*

*La réponse à la première question est désormais claire : elle sera profonde. Le secteur des services représente 70 % de l'économie américaine et de larges pans de celle-ci sont fermés, notamment les voyages, la vente au détail en magasin de produits non alimentaires, les restaurants, les sports et les divertissements. La semaine dernière, les demandes initiales de chômage ont dépassé les 6 millions, soit près du double des 3,3 millions de la semaine précédente. Le précédent record avait été de 695 000 en 1982.*

*La durée n'est bien sûr pas entièrement connue, mais - en l'absence de rémission ou de traitement du virus - il est difficile d'imaginer une modération de la distanciation sociale avant un ralentissement significatif des nouveaux cas.*

*Avec des taux zéro et un soutien budgétaire à une échelle historique, il existe une stimulation financière importante pour aider à relancer l'économie. Mais celle-ci ne pourra atteindre son plein potentiel que lorsque les clients seront prêts à dépenser. Les entreprises et les gouvernements devront innover pour que cela leur soit agréable.*

### **Barkin manque la mise en place fondamentale**

Nous ne connaissons pas la durée de la récession. Mais le dispositif fondamental est facile à voir.

Les bilans des consommateurs étaient généralement mauvais au début de la crise. Trop de gens vivaient déjà au jour le jour.

M. Barkin a quelques questions intéressantes qui méritent d'être examinées.

- Les restaurants pourraient-ils proposer des protocoles explicites de nettoyage en profondeur de leurs tables, moins de contact avec les serveurs ou des sièges moins denses pour apaiser les inquiétudes en matière de santé lors des repas au restaurant ?
- Les compagnies aériennes devraient-elles proposer des sièges intermédiaires vides et des protocoles d'embarquement/débarquement qui préservent la distance sociale ?
- Les services personnels devraient-ils s'articuler autour d'un modèle de livraison à domicile ?
- Existe-t-il un protocole de dépistage pour toute personne qui entre dans un hôtel, un restaurant ou un bar ?

Si l'une de ces mesures est prise, dans une certaine mesure, cela signifie moins de profit pour les entreprises.

Il est important de noter que même si aucune de ces mesures n'est prise, les chances que les choses reviennent rapidement à la normale sont inexistantes.

Bien sûr, il y aura une vague soudaine de sorties au restaurant dès que les gens le pourront, simplement pour foutre le camp de la maison.

Mais après cette vague initiale, que se passera-t-il ? Les gens reprendront-ils leurs habitudes d'avant le virus ?

### **Boomers contre millénaires**

- Les baby-boomers ont vu un quart de leur retraite exploser en un mois.
- En dix ans, les jeunes ont connu deux crises économiques, au début de leur carrière.

Les choses ne reviendront pas rapidement à la normale et y resteront même si une reprise se dessine.

### **À quel niveau le taux de chômage augmentera-t-il en avril ?**

Tiffany Wilding, une économiste nord-américaine de PIMCO, a déclaré aujourd'hui que "des preuves provenant de récents rapports sur l'emploi suggèrent que le taux de chômage pourrait augmenter jusqu'à 20%".

C'est essentiellement ma prévision de base.

Le 6 avril, j'ai demandé (et répondu) à quelle hauteur le taux de chômage augmentera en avril.

J'estime que le taux de chômage atteindra 20 à 22 % dans deux ou trois cas. Je ne connais pas le raisonnement de Wilding, mais je regarde les catégories d'emplois à haut risque et j'y mets des pourcentages.

Les cicatrices d'un taux de chômage de 20 % dureront très, très longtemps. Et même lorsque l'emploi reviendra, les heures travaillées resteront un autre problème.

### **Ventes de voitures, voyages en avion, restaurants**

Avec la baisse de la bourse et la disparition de l'épargne des consommateurs, les ventes de voitures vont-elles rapidement se redresser ?

La même question se pose pour les restaurants et les voyages en avion.

Les réunions d'affaires se dérouleront-elles en personne ou les entreprises réduiront-elles leurs coûts en recourant davantage aux téléconférences ?

Pour une discussion en 20 points sur ce à quoi il faut s'attendre, veuillez consulter le site [Nothing is Working Now : What's Next for America](#) ?

### **Pas de reprise en forme de V**

Additionnez tout cela et vous devriez rapidement arriver au bon point de vue : La récession de Covid-19 sera plus profonde que la grande crise financière.

En d'autres termes, un retour rapide à la normale n'est pas envisageable.

**Mike "Mish" Shedlock**

## **Le Premier ministre australien prévient que la vie ne reviendra pas à la "normale" tant qu'un vaccin contre le coronavirus n'aura pas été mis au point**

**par Michael Snyder le 3 avril 2020**

Traduit avec [www.DeepL.com/Translator](http://www.DeepL.com/Translator) (version gratuite)



On commence à croire qu'il n'y aura pas de retour à la normale avant très longtemps. Même si environ la moitié du monde est actuellement sous une sorte d'ordonnance "d'abri sur place", COVID-19 continue de se répandre à une vitesse alarmante. Bien sûr, les États-Unis voient beaucoup plus de nouveaux cas confirmés que n'importe qui d'autre à ce stade, et c'est une préoccupation énorme. Les États-Unis ont maintenant plus de cas confirmés que l'Italie et la Chine réunies, et le nombre de décès quotidiens dans notre pays vient d'atteindre un nouveau sommet. Malheureusement, l'une des principales raisons pour lesquelles les États-Unis ont un tel problème est que beaucoup de gens ne tiennent absolument pas compte des ordonnances de "refuge en place". En conséquence, beaucoup d'entre eux tombent malades et propagent le virus.

Mais même si tout le monde sur la planète suivait strictement les ordres "abri en place", le virus continuerait à se propager, mais à un rythme plus lent.

Il va sans dire que beaucoup de ceux qui ont été confinés chez eux sont très impatients de reprendre leur vie normale, mais cela pourrait ne pas se produire avant un certain temps.

Cette semaine, le Premier ministre australien Scott Morrison a averti les habitants de son pays qu'il faudra "au moins six mois" avant que cette pandémie ne soit derrière nous...

*Le Premier ministre Scott Morrison a répété que la vie telle que nous la connaissons ne reviendra pas avant des mois, alors que les dirigeants du monde entier font la course pour trouver un vaccin contre le coronavirus.*

*Il a déclaré qu'il avait été "très franc" avec tous les Australiens "pour dire qu'il faut compter au moins six mois pour cela, et que c'est pourquoi nous devons nous adapter".*

Cela signifie-t-il que toute la nation australienne continuera d'être enfermée jusque-là ?

Morrison a poursuivi en disant qu'une fois qu'un vaccin contre les coronavirus sera disponible, il permettra enfin "à tout le monde de revenir à la vie telle qu'elle était"...

*Morrison a déclaré à The Latest que si de nombreux États ont réussi à "pousser la courbe vers le bas", en fin de compte, "il faut qu'il y ait un vaccin".*

*"Et il y a des signes prometteurs dans un certain nombre d'entre eux, et nous continuerons à travailler avec d'autres pays dans ce sens".*

*"Un vaccin permet en fin de compte à chacun de revenir à la vie telle qu'elle était", a-t-il déclaré.*

Wow.

En lisant cela, quelques pensées me sont immédiatement venues à l'esprit.

Tout d'abord, les responsables américains nous disent qu'un vaccin ne sera probablement pas disponible pour le grand public avant 2021.

Notre vie à tous continuera-t-elle à être radicalement bouleversée jusqu'à ce que nous en arrivions là ?

Deuxièmement, un grand nombre d'entre nous ne recevront ce vaccin sous aucun prétexte.

Ceux d'entre nous qui ne veulent pas de ce vaccin pourront-ils reprendre leur travail, retourner à l'école et se rendre dans les lieux de rassemblement publics ?

Si ce n'est pas le cas, comment cela sera-t-il mis en œuvre ?

Déjà, la peur du coronavirus pousse les décideurs à instaurer des restrictions qui auraient été impensables il y a quelques semaines à peine.

Par exemple, regardez ce que Wal-Mart vient d'annoncer...

*À partir de samedi, nous limiterons le nombre de clients qui peuvent se trouver dans un magasin à la fois. Les magasins ne pourront désormais pas accueillir plus de cinq clients par 1 000 pieds carrés à un moment donné, soit environ 20 % de la capacité d'un magasin.*

*Pour gérer cette restriction, les associés d'un magasin marqueront une file d'attente à une porte d'entrée unique (dans la plupart des cas l'entrée de l'épicerie) et les clients qui y arriveront directement, où ils seront admis un par un et comptés. Les associés et la signalisation rappelleront aux clients l'importance de la distanciation sociale pendant qu'ils attendent d'entrer dans un magasin - surtout avant l'ouverture du matin.*

*Une fois que le magasin aura atteint sa capacité, les clients seront admis à l'intérieur sur la base d'un comptage un par un.*

Pouvez-vous croire cela ?

Bien sûr, la plupart des détaillants à travers le pays ont été complètement fermés pour une durée indéterminée, et beaucoup d'entre eux ferment leurs portes...

*De nos jours, ceux qui s'aventurent dans les rues de Manhattan sont de plus en plus nombreux à être enfermés dans des vitrines de magasins. Des détaillants de luxe aux petits bars, les établissements qui n'ont aucune idée de la date de leur réouverture mettent en place des protections sur leurs portes et fenêtres en verre.*

*Ces commerces ont pris cette mesure inesthétique pour se défendre contre les risques de troubles civils causés par le coronavirus et le manque d'agents dans les rues.*

Malheureusement, beaucoup de ces magasins n'ouvriront plus jamais leurs portes.

Entre-temps, la grande majorité des églises américaines ont également été fermées. En fait, une nouvelle enquête a révélé que seulement 7 % des églises américaines se réunissent encore comme d'habitude...

*L'étude de LifeWay Research a révélé qu'au 1er mars, quelque 99 % des églises se réunissaient encore comme d'habitude. Le week-end suivant, environ 95 % des églises organisaient des services. Le 15 mars, ce chiffre était tombé à 64 %, et le 22 mars, 11 % des pasteurs affirmaient que leurs églises se réunissaient en personne.*

*Le 29 mars, seuls 7 % des responsables d'église déclarent avoir rencontré leurs congrégations en face à face. N'avez-vous jamais pensé que vous verriez le jour où une telle chose se produirait ?*

La raison pour laquelle des mesures aussi extrêmes sont prises est que ce virus est extrêmement dangereux.

Il se propage d'une personne à l'autre avec une facilité exceptionnelle, le taux de mortalité a été plus élevé que prévu, il peut absolument détruire vos poumons si vous l'attrapez, et maintenant les scientifiques ont découvert qu'il peut même causer des dommages au cerveau...

*Le coronavirus pourrait provoquer des lésions cérébrales chez certains patients en déclenchant une inflammation qui peut entraîner des saignements et la mort des cellules, ont prévenu les médecins.*

*Le virus semble avoir entraîné des complications neurologiques chez certaines personnes infectées - dont un homme de Floride d'une trentaine d'années qui a temporairement perdu la capacité de parler.*

En outre, une nouvelle étude qui vient d'être menée en Chine a révélé que même les chats peuvent propager le virus...

*Selon une nouvelle étude chinoise, le coronavirus, qui se propage rapidement, peut être transmis entre vos animaux de compagnie félins.*

*Les chercheurs de l'Institut de recherche vétérinaire de Harbin ont découvert que les chats sont non seulement susceptibles de contracter le COVID-19, mais qu'ils peuvent également le transmettre à leurs amis à fourrure.*

Si les chats peuvent propager COVID-19, il est possible que de nombreux autres types d'animaux puissent également le transmettre ?

Si cela s'avère vrai, il sera presque impossible de vaincre complètement ce virus.

Déjà, le coronavirus est devenu la troisième cause de mortalité quotidienne aux États-Unis, et Mike Adams de Natural News rapporte que COVID-19 a maintenant un taux de mortalité quotidienne qui est "dix fois plus élevé que les décès quotidiens dus à la grippe ordinaire"...

*Vous vous souvenez, il y a deux semaines à peine, d'une longue liste d'éditeurs conservateurs (et même de certains médecins) qui ont publié des articles sur les "mauvais calculs", affirmant que la grippe saisonnière avait un taux de mortalité dix fois plus élevé que le coronavirus ? Ils semblent tous aujourd'hui étrangement déconnectés de la réalité alors que le nombre de décès dus aux coronavirus continue de grimper, démystifiant leurs étranges théories ancrées dans l'analphabétisme mathématique.*

*Avec la pandémie de coronavirus qui tue maintenant plus de 1 000 Américains par jour, elle a atteint un total de mortalité quotidienne dix fois supérieur à la moyenne des décès quotidiens dus à la grippe ordinaire.*

Les choses vont particulièrement mal à New York.

Selon le Daily Mail, 23 personnes en moyenne meurent du coronavirus toutes les heures à New York en ce moment...

*Du jour au lendemain, le nombre de morts est passé de 2 373 à 2 935 - la plus forte augmentation en un jour à ce jour et l'équivalent de 23 personnes qui meurent toutes les heures. Le nombre de cas a augmenté de 10 482 pour atteindre 102 863.*

*Le coronavirus a fait plus de victimes dans l'État de New York que lors des attaques des tours jumelles du 11 septembre. Ce jour-là, 2 753 personnes sont mortes à New York et 224 autres sont mortes lors des attaques du Pentagone et du vol 93 de United.*

Nous n'avons jamais rien vu de tel auparavant, et beaucoup pensent que les chiffres vont bientôt empirer.

Depuis longtemps, je préviens qu'une "tempête parfaite" se prépare en Amérique, et maintenant qu'elle est là, beaucoup de gens se mettent en colère contre moi. C'est presque comme s'ils pensaient que je contribue à causer toutes les mauvaises choses qui se passent parce que je fais un reportage sur la question.

Bien sûr, la vérité est que nous avons été avertis à l'avance de ces choses, les gardiens comme moi ont fortement incité les gens à se préparer depuis très longtemps, et maintenant toutes les choses dont nous avons été avertis commencent à se dérouler.

Ce n'est pas le moment de se complaire dans le déni. Un virus mortel est vraiment en train de balayer le globe, et les cadavres commencent vraiment à s'accumuler.

Nous devons maîtriser nos émotions et agir avec sagesse pendant cette période, car les décisions que nous prenons maintenant pourraient littéralement faire la différence entre la vie et la mort pour nous et nos familles.

# L'après-virus : une nouvelle normalité

Par John Mauldin Lundi, 06 Avril 2020



Je pense que personne ne croit que nous reviendrons bientôt à une situation normale en janvier 2020. Nous n'avons aucune idée, même si les restaurants et tout le reste sont ouverts, de ce à quoi ressembleront les habitudes d'achat.

Apprenons-nous à vivre moins dans notre isolement ? Voir votre 401(k) devenir un 201(k) peut retarder une ou deux décisions d'achat de voiture.

Ma fille (voir ci-dessous) travaille dans une entreprise de gymnastique pour pom-pom girls. Il s'agit d'une industrie de plusieurs centaines de millions de dollars à l'échelle nationale. Vont-ils se contenter d'ouvrir à nouveau et de s'attendre à ce que toutes les filles y retournent dès le premier jour ? Leurs parents pourront-ils se le permettre ? Il s'agit de dizaines de milliers d'emplois. Des entraîneurs personnels ? De nombreux emplois seront sous pression.

Il y a 47 000 magasins de détail rien qu'aux États-Unis. Nous savions déjà qu'ils étaient trop nombreux car les fermetures sont de plus en plus fréquentes. Mon ami, le professeur Michael Pettis, qui vit à Pékin depuis plus de 20 ans, a documenté le retour de la vie à Pékin. Il voit des gens dans les rues mais peu dans les magasins, sauf là où les jeunes vont pour traîner plutôt que pour acheter. Est-ce que ce sera le cas en Amérique et en Europe ?

En parlant de magasins, beaucoup ont déjà cessé de payer leur loyer. La Cheesecake Factory, par exemple. Ryanair, EasyJet et British Airways ont cessé de payer la plupart des loyers et des vendeurs. Group 1 Automotive signale une baisse de 50 à 70 % des ventes de mars dans ses 428 concessionnaires aux États-Unis et au Royaume-Uni. La société a licencié 3 000 employés américains et 2 800 employés britanniques.

À quelle vitesse doit-on recommencer à voyager et à prendre des vacances ? C'est important pour les hôtels, les compagnies aériennes et leurs employés. Je crois que cette expérience va marquer une génération sur le plan émotionnel. Elle va aggraver le fossé politique, notamment en termes de richesse et de revenus.

Les États-Unis et d'autres gouvernements peuvent soutenir artificiellement le PIB, mais pour combien de temps ? À un moment donné, cela commence vraiment à affecter le pouvoir d'achat de la monnaie. Nous ne savons tout simplement pas quel est ce point dans le monde développé.

La Réserve fédérale a correctement ouvert des lignes de swap avec de nombreux marchés émergents, car ceux-ci ont besoin de dollars pour payer leurs factures et acheter les fournitures nécessaires. Mais beaucoup de leurs citoyens vont vouloir une monnaie fiduciaire "plus sûre".

Je pense que de nombreux marchés émergents mettront en place des contrôles des capitaux dans les plus brefs délais. Cela va vraiment nuire à leurs marchés. Mais que peuvent-ils faire d'autre ?

La saison des bénéfices du mois prochain sera vraiment épouvantable. Près de la moitié des bénéfices du S&P 500 proviennent de l'extérieur des États-Unis.

Ce n'est qu'une supposition, mais je doute que nous ayons déjà vu le creux de la vague boursière.

Permettez-moi de conclure par quelques bonnes nouvelles.

Même si le nombre de décès augmente chaque jour aux États-Unis et sur les marchés développés, le taux de croissance ralentit dans de nombreux endroits. Je pense que nous verrons un immense soulagement collectif lorsque les taux d'infection et de mortalité ne diminueront pas seulement mais que la baisse s'accélérera.

Ce sera le moment de penser à revenir progressivement sur les marchés. En attendant, maintenez votre liste de choses que vous voulez acheter à des prix moins élevés.

Permettez-moi de vous laisser avec ce lien vers une lettre de F. Scott Fitzgerald pendant sa quarantaine durant le virus de la grippe espagnole. Il s'agit d'une lecture courte mais poignante, à l'exception de ces quelques phrases humoristiques :

"Les fonctionnaires nous ont alerté pour que nous ayons un mois de produits de première nécessité. Zelda et moi avons fait des provisions de vin rouge, de whisky, de rhum, de vermouth, d'absinthe, de vin blanc, de sherry, de gin et, si nous en avons besoin, de brandy. Priez pour nous".

Cette quarantaine est tellement réelle que certains sont à juste titre très inquiets pour leur avenir. Leur emploi existera-t-il même ? D'autres voient leurs heures de travail augmenter en raison de la nature "essentielle" de leur emploi, mais combien de temps cela va-t-il durer ?

Je sais que nous nous adapterons et que nous nous débrouillerons tous. Je serai ici avec vous.

Nous sommes tous contraints de nous adapter à une nouvelle normalité. Et un jour - bien que cela semble lointain - elle deviendra une Nouvelle Normale post-virus. Ce sera un jour où les amis et la famille seront toujours aussi importants.

**La fin des entreprises « sans usine » qui sont à la merci de la Chine !**

par [Charles Sannat](#) | 9 Avril 2020



Je me souviens notamment d'Alcatel.

On nous expliquait à l'époque l'idée absolument géniale des dirigeants de ce groupe. Et l'idée vraiment au top consistait à l'époque à devenir des « fab-less » en anglais, ce qui peut se traduire par des fabricants sans usine.

Le problème c'est qu'au bout de 10 à 15 ans le fabricant sans usine, devient un fabricant sans produit, sans savoir-faire, et sans client.

La Chine, parce que nous l'avons laissée faire, a tout pris et sait désormais faire aussi bien et souvent mieux que nous.

« Les capitalistes nous vendront la corde avec laquelle nous les pendrons » disait Lénine, et c'est exactement ce que nous avons fait en gros depuis le début des années 2000.

Nous nous sommes laissés couillonner. Inutile de le reprocher à la Chine, c'est nous qui avons été mauvais, mais à nous de ne plus être désormais naïfs.

Les entreprises sans usine étaient une belle ânerie. Mais le dire vous faisait irrémédiablement passer pour un vieux réac et pas moderne. Un peu comme quand vous rigolez non pas de la technologie des monnaies virtuelles, mais de la valeur de trucs qui ne reposent sur rien. On continue à m'expliquer tous les jours que je n'ai rien compris.

Pourtant, la création de richesses est un principe vieux comme le monde et il repose sur la création d'un bidule correspondant au besoin d'un bonhomme qui est prêt à l'acheter pour s'en servir.

Tout le reste n'est que du vent... et le vent l'emportera !

**Charles SANNAT**

### **Les entreprises «sans usine» à la merci de la Chine**

Lignes de production à l'arrêt ou fortement ralenties, liaisons maritimes comme aériennes suspendues, la pandémie impacte sérieusement toute l'activité commerciale et industrielle des pays occidentaux. Ceux-ci découvrent avec effarement une fragilité pourtant prévisible depuis l'avènement du concept d'entreprise sans usine.

«Elle aide le monde en échange de quelques milliards de dollars, mais la Chine aide effectivement le monde, parce qu'on lui a donné la possibilité de proposition d'exclusivité sur un certain nombre de fabrications. S'il n'y a pas de stocks de masques dans les pays européens, c'est parce qu'on a décidé que s'il y avait un problème, la Chine pourrait fournir. Donc effectivement, il y a une faute extrêmement lourde des dirigeants européens.» Jean-Vincent Brisset, général de brigade aérienne, spécialiste des questions chinoises et de Défense à l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques), a décrit en quelques mots au micro de Sputnik le nœud gordien de nos liens économiques et stratégiques avec la Chine. Le raisonnement que développe celui qui fut attaché de l'Air à l'ambassade de France à Pékin pendant trois ans ne s'applique en effet pas qu'aux masques, médicaments et autres respirateurs vitaux en ces temps de pandémie de Covid-19, mais à tous les secteurs de l'industrie, et singulièrement le numérique.

## **S'en remettre à la Chine pour des productions stratégiques, «une faute extrêmement lourde des dirigeants européens»**

Pour bien le comprendre, un retour en arrière s'impose. Rappelons que le Covid-19 s'est déclaré à Wuhan, dans la région de Hubei. Une localisation stratégique, puisque Wuhan est un centre industriel majeur en Chine, où de nombreuses sociétés occidentales et asiatiques ont élu domicile depuis le plan de décollage chinois de la Chine centrale. L'infection s'est ensuite rapidement propagée dans la province, avant de s'étendre facilement en dehors de Chine en raison des échanges incessants entre le pays et le reste du monde. Trop heureux de délocaliser l'effort et la pollution, tout en augmentant leurs marges bénéficiaires, nombre d'industriels, principalement dans les secteurs des télécommunications et de l'automobile, transfèrent leurs unités de production en cette région de Chine, ainsi qu'aux territoires limitrophes.

Mus par une politique du court terme, les groupes occidentaux fermèrent les yeux sur le risque de coupure dramatique de leur chaîne logistique: la complexité des produits finis est telle que l'absence d'une seule pièce électronique peut empêcher le bon fonctionnement de l'ensemble de l'appareil. Faire ce choix, c'était oublier de manière inconséquente que de la maîtrise de l'outil industriel procède la souveraineté technologique. Une attitude qui se révéla encore plus sujette à critique avec la survenance d'avanies chroniques d'ordre épidémiologique, rendant l'opération plus coûteuse que prévu.

## **Une mondialisation des hommes, des capitaux... et des agents infectieux**

Le Covid-19 a ainsi démontré que la mondialisation n'était pas que celle des hommes et des capitaux, mais aussi des agents infectieux.

À ce stade, il serait facile –et erroné– de faire reposer sur la Chine la responsabilité de la propagation du virus, puisque le pays a été le premier à pâtir de cette infection. Depuis les années 1980 et les réformes de Deng Xiaoping, les autorités chinoises se sont armées pour la mondialisation et ont offert aux autres puissances mondiales un apport de croissance en mettant à disposition leur population, leurs ressources minières et leurs usines, en contrepartie d'un accès facilité à leur marché.

En d'autres termes, la Chine était devenue la locomotive de l'économie mondiale grâce à une politique volontariste de Pékin –qui avait comme contrepartie d'opérer des transferts de technologies massifs– et une frénésie de profits émanant d'entrepreneurs occidentaux peu soucieux de laisser dépérir l'outil industriel national.

Une situation qui perdura jusqu'à l'avènement de Donald Trump, lequel remit radicalement en cause cette politique en s'engageant dans un bras de fer commercial et industriel avec la Chine –l'aspect le plus médiatisé– et avec ses propres hommes d'affaires –conflit plus feutré, mais bien réel– en insistant sur le nécessaire rapatriement d'activités externalisées et l'emploi de main-d'œuvre locale.

On se souvient à ce titre de la défiance marquée –à l’exception notable de Peter Thiel– des acteurs majeurs de la Silicon Valley à l’égard du nouveau chef de l’exécutif américain. Mais ce récent revirement américain fut loin d’être partagé par la Commission européenne, garante d’une orthodoxie visant à abattre toute frontière et à démanteler les monopoles stratégiques.

## **Occidentaux, victimes consentantes de leur sujétion technologique**

Jusqu’à mars 2020, le credo pour une majorité de grandes entreprises européennes, exception faite des allemandes, demeurait d’externaliser à tout prix, de promouvoir le credo de l’entreprise sans usine. Elles ont été contraintes, en sus de la pression fiscale nationale et de la pléthorique réglementation européenne, de fermer mines et usines traditionnelles, jugées trop polluantes par une politique environnementale agressive et contre-productive: la politique de l’usine virtuelle était née.

Cependant, cette approche commençait déjà à vaciller dans les esprits des dirigeants ces derniers mois, avant que la pandémie ne vienne de faire tomber le voile sur une réalité amère: le monde numérique repose sur une chaîne de production matérielle, avec de vraies usines, de vrais employés, de vrais métiers. Comment ainsi prolonger l’activité en cas de rupture logistique de matériel informatique? Car on l’oublie bien trop souvent, l’informatique, ce n’est pas qu’une suite de 0 et de 1, c’est aussi une industrie avec des produits souvent stratégiques comme les terminaux, les routeurs, les écrans, les câbles, les périphériques, etc. Les critiques récurrentes envers Lenovo, ZTE, Huawei ou encore Xiaomi n’auraient aucunement lieu d’être si les gouvernants occidentaux avaient pris les mesures nécessaires pour renforcer leur propre industrie informatique au lieu d’en faciliter le transfert ou pis, de la dynamiter. À l’heure où les échanges se raréfient pour cause de précautions sanitaires, les ressources informatiques deviennent autrement plus précieuses et plus onéreuses pour les économies des puissances occidentales, soulignant davantage la fragilité des États dépendants de ce secteur. Pourtant, les signaux n’ont pas manqué pour alerter sur cette réalité prévisible, à commencer par ce rapport du Sénat français publié en mars 2013 et intitulé de façon prémonitoire «L’Union européenne, colonie du monde numérique?» et dans lequel un constat cinglant n’a pas été pris en compte:

«Les restrictions en matière d’aides d’État auxquelles sont soumises les entreprises européennes leur font subir un handicap concurrentiel face à des concurrents mondiaux assujettis à moins de contraintes...»

La nature ayant horreur du vide, pourquoi la Chine ne se serait-elle pas emparée d’un secteur aussi dynamique et stratégique que celui du versant industriel du numérique? La politique chinoise fondée sur le duo imitation-innovation –avec le concours de conglomérats capables de se diversifier– fut employée avec à-propos pour saisir pareille opportunité: Américains et surtout Européens furent les victimes consentantes de leur sujétion technologique. Or, pour reprendre une analogie épidémiologique, l’industrie, c’est la défense immunitaire des nations qui entendent rester souveraines.

La prolifération du Covid-19 a été grandement facilitée par deux éléments essentiels: le premier est la mondialisation exacerbée des échanges; le second est la désindustrialisation forcenée des États. La situation actuellement vécue a aussi mis cruellement en relief le degré de dépendance de ces mêmes entités vis-à-vis d’une Chine opportuniste, trop heureuse de rattraper son retard en matière de technologies de pointe et de se poser, à l’occasion de la pandémie, en nouvel acteur humanitaire.

Reste à savoir si le Covid-19 consacrera le retour d’une politique de souveraineté technologique en Occident ou s’il précipitera des États incapables de saisir la mesure de leur erreur géoéconomique, préférant trouver en la Chine un bouc émissaire par trop idéal?

Source agence de presse russe [SPutnik.com](https://www.sputnik.com/fr) [ici](#)

**Récompenser la cupidité... ça marche !**

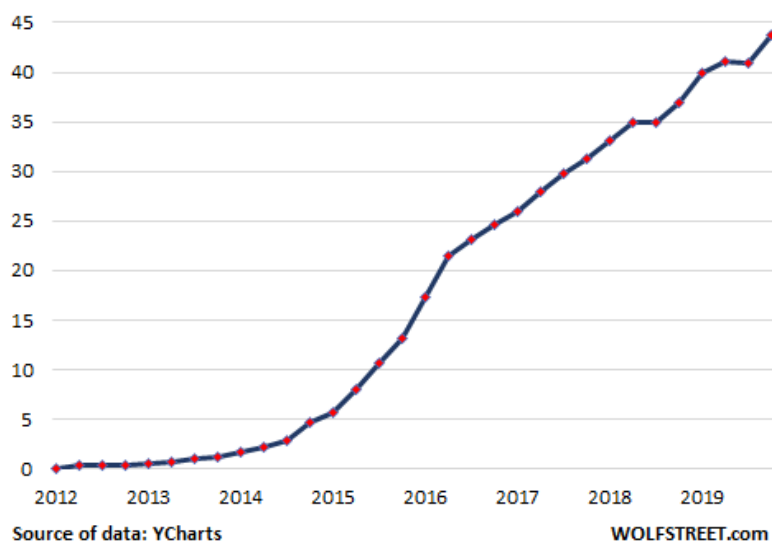
*Après avoir dépensé 4 500 milliards de dollars en rachats d'actions, les compagnies aériennes, Boeing et de nombreux autres coupables veulent un renflouement de leurs actionnaires par les contribuables et la Fed*

**Le Chapitre 11 sur la faillite, qui balaie les actionnaires, est la bonne solution pour achever les rois du rachat d'actions. Les compagnies aériennes américaines le savent déjà par expérience. Ça marche.**

L'administration Trump prépare un projet de relance de 850 milliards de dollars qui inclura des plans de sauvetage du Big Business, financés par les contribuables, selon des fuites largement relayées par les médias. Trump lors de la conférence de presse d'aujourd'hui a identifié 50 milliards de dollars de fonds de sauvetage pour les seules compagnies aériennes américaines. Un renflouement de ce type est conçu pour renflouer les actionnaires et les créanciers chirographaires (non protégés). C'est tout. L'alternative serait une procédure de mise en œuvre du chapitre 11 sur les faillites qui permettrait à l'entreprise de fonctionner pendant qu'elle est remise aux mains des créanciers, les actionnaires étant éliminés.

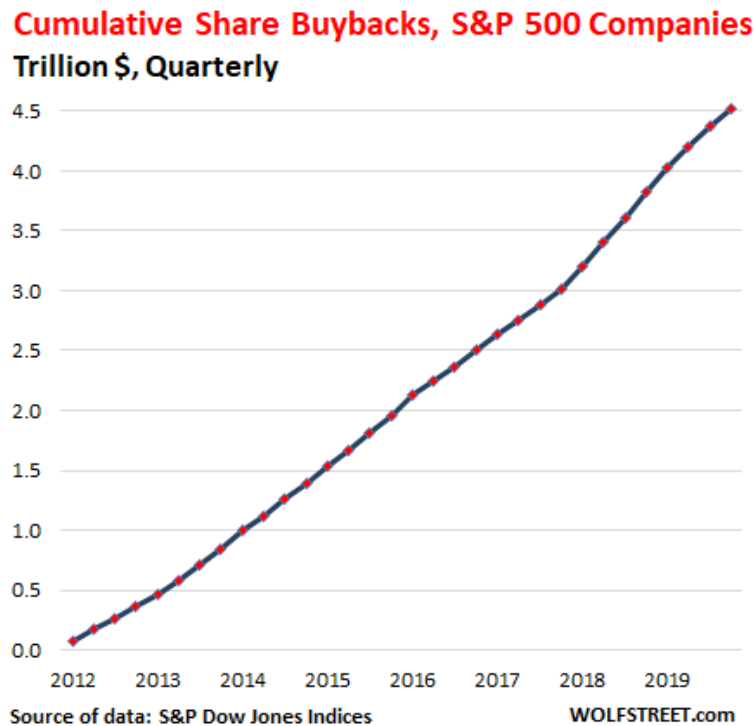
Donc, comprenez ceci : les quatre grandes compagnies aériennes américaines – *Delta, United, American* et *Southwest* – dont les actions sont maintenant ratatinées parce que les entreprises pourraient manquer de liquidités dans quelques mois, **seraient les principaux bénéficiaires de ce renflouement de 50 milliards de dollars, après avoir, tenez-vous bien, gaspillé, ventilé et incinéré de manière volontaire et imprudente, 43,7 milliards de dollars en espèces pour racheter leurs propres actions depuis 2012 dans le seul but d'enrichir les actionnaires [et les managers, NdT], ceux-là mêmes qui seront désormais renfloués par le contribuable.**

**Big-4 Airlines Cumulative Share-Buybacks since 2012**  
**Delta, United, American, Southwest**  
**Billion \$, Quarterly**



Les rachats d'actions étaient considérés comme une forme de manipulation du marché et étaient illégaux en vertu des règles de la SEC [*le gendarme des marchés financiers*] jusqu'en 1982, lorsque la SEC a publié la règle 10b-18 qui offrait aux sociétés un «*refuge*» pour racheter leurs propres actions sous certaines conditions. Une fois que les sociétés ont compris que personne ne se souciait de ces conditions et que personne ne vérifiait quoi que ce soit, les rachats d'actions ont explosé. Et ils ont été exagérés à l'infini par Wall Street.

Les sociétés du S&P 500, y compris celles qui demandent maintenant d'énormes renflouements des contribuables et de la Fed, ont soufflé, gaspillé et incinéré ensemble 4 500 milliards de dollars en cash pour racheter leurs propres actions juste depuis 2012 :



Et ces 4 500 milliards de dollars en cash qui ont été gaspillés, ventilés et incinérés lors des rachats d'actions depuis 2012 dans le seul but d'enrichir les actionnaires manquent désormais cruellement dans les bilans des entreprises, où ces rachats d'actions étaient souvent financés par la dette.

Et le montant record de la dette des entreprises – «*record*» toutes catégories – qui s'est accumulée depuis 2012 est devenu la préoccupation numéro un de la Fed comme déclencheur de la prochaine crise financière. Donc nous en sommes là.

En 2018, même la SEC a été – brièvement rassurez-vous – un peu nerveuse à propos des rachats d'actions voraces et de leurs conséquences sur la santé financière et opérationnelle des entreprises. *«À trop d'occasions, les entreprises qui effectuent des rachats d'actions n'ont pas investi à long terme dans l'innovation ou dans la main-d'œuvre dont notre économie a tant besoin»*, a souligné le commissaire de la SEC, Jackson. Et il s'est [inquiété](#) de savoir si les règles existantes *«peuvent protéger les investisseurs, les travailleurs et les communautés, contre le torrent des échanges commerciaux qui dominent les marchés d'aujourd'hui»*.

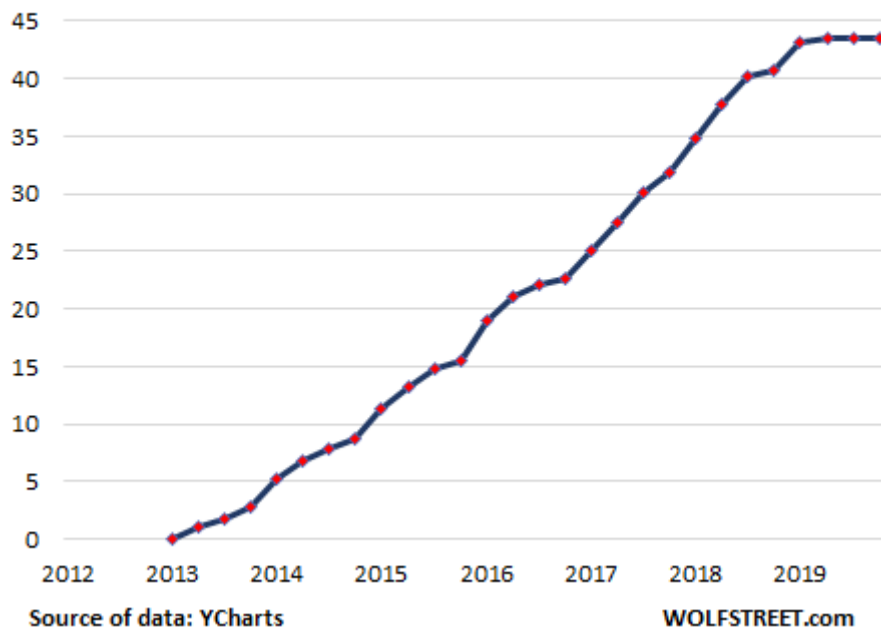
De toute évidence, ils ne pouvaient pas, comme nous le voyons maintenant.

L'enrichissement des actionnaires est l'objectif numéro un, quels que soient les risques. **Ces actionnaires sont également les dirigeants de l'entreprise et les membres du conseil d'administration qui prennent les décisions de rachat. Et quand cela part en quenouille, il y a toujours le contribuable ou la Fed pour renflouer ces actionnaires, c'est ce que ces gens-là pensent. Mais ce type de conduite est odieux.**

*Boeing* est également sur la liste de sauvetage. Aujourd'hui, il a [appelé](#) à un renflouement d'«*au moins*» 60 milliards de dollars de l'industrie aérospatiale, où il est le plus grand acteur. À lui seul, il a gaspillé 43 milliards de dollars de liquidités depuis 2012 pour manipuler ses propres actions jusqu'à ce que sa crise de liquidité l'oblige à arrêter la pratique l'année dernière, et ses actions se sont effondrées depuis :

## Boeing Cumulative Share-Buybacks since 2012

Billion \$, Quarterly



Si la crise de liquidité actuelle de *Boeing* l'empêche de payer ses créanciers, elle doit déposer une demande de protection contre la faillite au titre du Chapitre 11. Sous la supervision de la Cour, la société serait restructurée, les créanciers obtiendraient la société et les actionnaires seraient probablement balayés.

*Boeing* continuerait à opérer tout au long de son existence, et deviendrait par la suite une entreprise plus forte avec moins de dettes, et, espérons-le, une toute nouvelle direction exécutive et un conseil d'administration hostiles au rachat d'action et ne céderaient pas à la clameur odieuse de Wall Street contre eux.

Personne ne pouvait prévoir l'arrivée du coronavirus et ce qu'il ferait à l'industrie américaine. Je comprends ça. Mais il y a toujours une crise à venir, et les entreprises doivent se préparer à avoir les ressources nécessaires pour y faire face.

Une entreprise qui creuse systématiquement et de façon imprudente son bilan en convertissant sa trésorerie et son capital en rachats d'actions, souvent avec de l'argent emprunté, pour «*distribuer de la valeur aux actionnaires*» ou «*débloquer la valeur pour les actionnaires*» ou quoi que ce soit de merdique qu'un Wall Street surexcité exagère, se prépare elle-même à l'échec lors de la prochaine crise. Et c'est bien comme ça. Mais les actionnaires devraient payer pour cela, car ils ont profité de ces rachats d'actions – et non les contribuables ou les travailleurs sur leurs chèques de paie. Les actionnaires doivent savoir qu'ils ne seront pas renfloués par le gouvernement ou la Fed, mais éliminés par un tribunal de faillite.

Les coûts éventuels de l'enrichissement imprudent des actionnaires d'une manière qui était autrefois illégale ne doivent pas être infligés aux contribuables via un plan de sauvetage du gouvernement, ni à tous ceux qui obtiennent un revenu en dollars via un plan de sauvetage de la Fed.

La solution a déjà été réglée avec précision aux États-Unis : *Delta*, *United*, *American* et d'autres compagnies aériennes ont déjà fait faillite au titre du Chapitre 11. Ils travaillent. Les compagnies aériennes ont continué de fonctionner de manière à ce que les passagers ne puissent pas faire la différence. Les compagnies aériennes ont été essentiellement remises à des créanciers et restructurées. Lorsqu'ils sont sortis de la faillite, ils ont émis de nouvelles actions à de nouveaux actionnaires et, dans la plupart des cas, les anciennes actions sont devenues

sans valeur. Les nouvelles compagnies aériennes sont apparues comme des entreprises plus solides – jusqu’à ce qu’elles commencent à pomper leur cash dans le rachat de leurs actions.

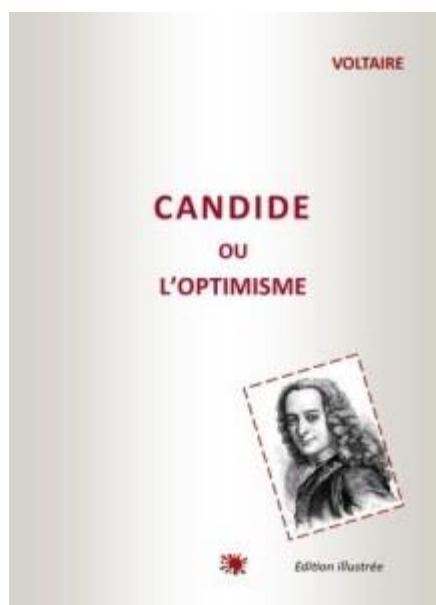
Des entreprises comme *Boeing*, *General Electric*, l’une des compagnies aériennes ou toute entreprise qui ont englouti, dans les rachats d’actions, de l’argent dont ils ont maintenant grandement besoin doivent faire porter le coût ultime de ces rachats d’actions par les actionnaires et les créanciers chirographaires. Tout renflouement, que ce soit de la part de la Fed ou du gouvernement, ne devrait être envisagé qu’en tant que [Debtor in Possession](#) (DIP) lors d’un dépôt de bilan en vertu du Chapitre 11, où les actionnaires sont évacués.

En d’autres termes, les entreprises qui rachètent leurs propres actions doivent être définitivement disqualifiées pour les renflouements, même si elles peuvent bénéficier d’un prêt DIP soutenu par le gouvernement auprès d’un tribunal de faillite si les actionnaires sont évincés. Parce que les plans de sauvetage des contribuables et de la Fed proposés à ces rois du rachat d’actions sont tout simplement odieux.

L’étrangeté de l’ensemble de la situation peut laisser des traces permanentes aux consommateurs et aux décideurs.

## Entretiens avec Candide – 1ère partie

Par [Michel Santi](#) avril 8, 2020



Les conséquences du coronavirus pour les nuls en économie et en finance

**Michel Santi**, Michel, je te connais depuis longtemps. **Financier, économiste**, entrepreneur, visionnaire, je t’ai toujours trouvé **divergeant et passionnant**. Sans que je n’y comprenne grand’chose, j’ai toujours senti chez toi une voix différente. En témoignent tes huit **ouvrages**, dont **sept sur l’économie et la finance**, préfacés par de grands noms. Tu écris dans de **nombreux journaux prestigieux**, tu as conseillé des **banques centrales**. Moi, je n’y connais rien. C’est ce qui m’a semblé intéressant. **Interroger un spécialiste pointu** à partir d’un **regard candide, naïf**. En l’occurrence, sur les **conséquences du coronavirus** sur la finance et l’économie. Sur ta proposition, nous avons intitulé ces échanges “**Entretiens avec Candide**”. Pour que les **nuls en économie et en finance** – comme moi – **osent venir te lire** et en retirent le meilleur. Voici donc le premier de ces dialogues.

## Peux-tu m'expliquer quelles vont être les conséquences du coronavirus sur la finance et l'économie ?

Je pense que le coronavirus aura des implications beaucoup plus larges que sur le simple domaine de la finance. Ne s'intéresser au coronavirus que sur le petit monde de la finance c'est un peu limitatif. Ce qui m'intéresse beaucoup plus c'est de comprendre quels seront les impacts du coronavirus sur notre monde, nos caractères, notre philosophie, notre psychologie...

Sachant que ces domaines que je viens d'évoquer auront un impact sur bien des domaines mais également sur la finance. Tu vois ce que je veux dire ?

*Tout à fait.*

## Un avant et un après coronavirus

Dans notre monde, en 2020, il y aura **un avant et un après coronavirus**. Je pense que ce qui est en train de se passer aujourd'hui, aura un impact sur les **générations à venir**.

Ce confinement tout d'abord bien sûr. Mais également cette transmission du coronavirus **impactant** principalement les **personnes âgées et fragiles**. La **distanciation sociale**. L'inconscience des jeunes qui, au départ en tout cas, ne se sentaient pas très concernés. Alors que cela a des conséquences sur leurs parents et grands-parents. Dont beaucoup sont hospitalisés ou meurent.

Cela aura un impact pour les générations à venir. C'est vraiment le sujet qui m'intéresse, et dont je n'arrive pas encore à saisir la portée pour l'instant. Ce sont des analyses qui vont venir quand on en aura fini avec cette épidémie !

## Un nouveau paradigme économique et financier

Pour l'instant il y a l'**angoisse**, il y a le confinement, il y a la **solitude** aussi, qui touche tout le monde, y-compris moi-même... Alors bien sûr que les conséquences sur les marchés financiers vont être très importantes.

Mais d'abord parce que nous entrons aussi dans un nouveau paradigme économique et financier. Le fait que les États, et que les **banques centrales dépensent sans compter** pour pouvoir atténuer les effets catastrophiques de la **paralysie économique** que l'on vit.

Il faut bien se rendre compte que depuis quelques semaines **la plupart des économies du monde**, y-compris les plus importantes, sont en état de **léthargie**. Il n'y a strictement rien qui se passe. On va avoir des **taux de chômage** qui vont arriver à des niveaux **invraisemblables** et jamais vus. Aux Etats-Unis, ils vont avoisiner les 30%. Alors que les États-Unis étaient le pays où il y avait le moins de chômage parmi les pays développés...

## Les États dépensent sans compter pour atténuer ces effets catastrophiques

Ces effets catastrophiques se ressentent tant sur leurs économies, leurs populations, leurs entreprises. C'est pourquoi les États doivent dépenser sans compter. Alors que jusqu'à présent les États – et surtout l'Europe – étaient très attentifs à leurs dépenses.

*On l'avait remarqué, en effet, même quand on s'appelle Candide !*

Fin 2008, 2009, 2010, avec la **crise européenne**, il y a eu une **cassure très importante** entre l'Allemagne et les pays dits du Sud. Parce que l'Allemagne a reproché au Portugal, à la Grèce, à l'Italie, à l'Espagne etc. d'avoir **mal géré** leurs économies respectives. Ces pays ont été traités de cigales par l'Allemagne, qui leur a reproché la crise européenne.

Or la crise européenne n'a rien à voir avec cela. Je ne veux pas m'étendre là-dessus aujourd'hui. Mais il faut savoir qu'il y a eu des **rancunes**, des **cassures**, voire même des haines liées à cela. De part et d'autre.

Et maintenant nous voyons que dans cette **crise du coronavirus**, même **l'Allemagne dépense** sans compter pour pouvoir **sauver son économie** !

## Un changement radical de paradigme sur la gestion de l'argent

Cet argent que les pays du Nord, protestants, trouvaient tellement important **d'économiser et de dépenser à bon escient**... Ils le dépensent à présent sans compter eux aussi, à la faveur de cette **crise** du coronavirus. Il y a un **chamboulement** total des **valeurs**, du point de vue de l'argent, pour l'Europe. Y-compris la Suisse qui avait jusque-là cette même vision et qui aujourd'hui dépense aussi sans compter.

*Mais est-ce qu'on va arriver à une sorte de nouveau New Deal ? Un new New Deal ?*

## Mais il y a déjà un New Deal ! Il y a une perte de l'importance de l'argent

On y est, Candide, au New Deal ! Je veux dire que l'Allemagne dépense des milliards de milliards de dollars pour sauver son économie. La Suisse a mis en place il y a quelques semaines des mesures révolutionnaires en mettant à disposition de chaque entreprise jusqu'à 500'000 francs suisses, garantis par la Confédération suisse, un prêt à 0%, sur cinq ans. Reconductible pendant deux ans, c'est-à-dire pendant sept ans, quasiment sans conditions. Pour pouvoir sauver son économie !

Ces pays nordiques, ces pays protestants, ces pays luthériens, calviniste pour Genève, qui accordaient tellement d'importance à l'argent... Maintenant ils ouvrent grand le robinet de liquidités, du "fric". Et les offrent, les mettent à disposition.

Ça c'est un changement de mentalité incroyable qui est en train de se passer. Et qui va avoir des conséquences qu'on ne mesure pas encore !

Donc voilà, pour répondre à ta question je pense qu'une des conséquences déjà prévisible du coronavirus pour l'économie et la finance ça va être cette perte d'importance accordée à l'argent, qui va venir petit à petit dans les mentalités.

Et c'est très bien car ça va probablement, je l'espère, créer une certaine solidarité.

## La société saborde son économie pour les plus fragiles

*On est passés d'une crise financière à une crise de moyens de production, en quelque sorte ? Les gens ont de l'argent, mais ils ne peuvent pas le dépenser, il n'y a pas de masques, les lits d'hôpital, les respirateurs ne se trouvent pas sous le sabot d'un cheval... Il y a tout à repenser, en quelque sorte ?*

Il y a tout à recommencer, oui. Il y a aussi un **phénomène** très intéressant qui s'est passé. Un phénomène politiquement pas correct. Ce confinement qui a été décidé, a été décrété pour **protéger les personnes** les plus **fragiles**. Les personnes âgées et les personnes malades. Donc les personnes **les moins productives** de la société. C'est un **point très important** à relever.

Alors que normalement, instinctivement, ça devrait être le contraire qui aurait dû être fait. Parce que les personnes productives de la société et les jeunes n'ont pas vraiment besoin d'être protégées dans le cadre de ce virus. Mais **la société** quelque part **saborde** sa propre **économie** pour **protéger** les plus fragiles.

Et ça c'est très contre-intuitif. Normalement la **finance** est un monde très **darwinien**. Qui, quelque part, se fiche royalement de protéger les plus faibles. Et là, c'est le contraire qui est en train de se passer. Nos économies ont décidé de **se mettre entre parenthèses** pour protéger les moins productifs.

Et c'est pour cela que je dis qu'il y aura peut-être à l'avenir **plus de solidarité grâce à ce coronavirus**.

### Solidarité humaine ou requins de la finance ?

***Si on regarde les lois de la nature, elle est assez coopérative, finalement. Le lion mange un zèbre parce qu'il a faim, mais il n'en entasse pas quinze dans son frigo !***

D'accord Candide mais la nature est assez cruelle tout de même ! C'est bien pour ça qu'on compare la finance au monde animal, on dit les requins de la finance, tout de même ! Il y a quand même quelque chose d'assez darwinien. Ce sont les plus **forts** qui mangent les plus **faibles** !

***Quand même, Michel : En temps de crise, il y a des solidarités qui se mettent en place et ressortent , comme après la deuxième guerre mondiale, par exemple, non ?***

Absolument. Reste à savoir si cette solidarité restera après le coronavirus. C'est ça la grande question, la **question cruciale**, au fond.

### Le confinement pour aller nous rencontrer nous-mêmes ?

***Est-ce qu'au fond ce confinement n'est pas justement l'occasion d'aller faire notre examen de conscience ? Est-ce qu'avoir le téléphone dernier cri, c'est si important ? Est-ce qu'on ne revient pas aux fondamentaux de l'être humain ? À la question du sens ? Grâce à ce confinement ?***

Je ne sais pas. C'est possible. Personnellement je pense que ce confinement est très angoissant parce que l'être humain n'est pas fait pour être enlevé à son milieu social. Socrate disait que l'être humain est un animal social. Et il le disait à son époque. Donc, personnellement je pense que sans liens sociaux, une personne comme moi est complètement perdue. Comme pour beaucoup, le lien social est vital pour moi. Sans lien social, **je dépériss**.

J'ai déjà pensé souvent qu'à l'issue de ce confinement, j'aurai **vieilli de dix ans** ! (Michel éclate de rire et semble avoir vingt ans !) Alors que cela ne fait que deux semaines !

***Hé bien je ne te le souhaite pas ! Vieilli en ayant acquis de la sagesse, peut-être, mais pas en ayant pris des rides !***

Je ne pense pas que le confinement réussisse à tout le monde, pour répondre à ta question. Et je ne pense pas qu'il soit propice aux bonnes décisions personnelles. En tout cas pas pour moi.

### Le confinement, pour une économie plus spirituelle ?

Tu veux dire, Candide, que ce confinement nous aiderait à renouer avec une certaine spiritualité ?

*Oui, chacun dans ses croyances, les lois de l'univers, Dieu, quelle que soit la façon dont on appelle la spiritualité. Mais en dehors, en tout cas, du matérialisme forcené dans lequel notre société a vécu jusqu'alors ?*

Il y a des gens qui n'ont pas envie d'être spirituels, qu'on ne forcera jamais à être spirituels ! D'ailleurs, Candide, l'entretien d'aujourd'hui n'est pas du tout lié au spirituel ! L'économie et la finance sont des disciplines qui ne sont pas du tout en lien avec le spirituel.

*D'accord, Michel, mais est-ce que ce n'est pas justement le problème ?*

Il est vrai que Keynes, l'économiste **John Maynard Keynes** partait du principe que l'économie est surtout une science psychologique ! Pour moi c'est **le plus grand économiste** de tous les temps. Il a fait des livres que je conseille vivement à mes lecteurs de se procurer. Ce sont des livres très affirmés. Il a créé une **école de pensée** tout à fait particulière. Il a sauvé nos économies à la faveur des crises récentes avec le keynésianisme.

Keynes partait du principe que l'économie est **surtout une science psychologique**. Et donc de ce point de vue, effectivement, **l'économie** peut être considérée comme une **discipline "spirituelle"**.

**Keynes** me fait beaucoup penser au psychanalyste et psychiatre **Carl Gustav Jung**, même si je n'avais jamais jusque-là pensé à la **corrélation** entre ces deux personnes. Jung pensait que la **conscience** n'était **pas** quelque chose de **matériel**. Mais qu'il y avait un **aspect spirituel**. De ce point de vue-là, il a radicalement **divergé de Freud** !

Pour en revenir à ta question : Oui, je pense que cette **crise** nous aidera à **renouer** avec la spiritualité. Ou tout au moins elle permettra peut-être de rejoindre Keynes à partir d'un autre angle. Keynes qui pensait que l'économie n'est **pas que chiffrée ou mathématique**. Mais qu'elle est aussi un **comportement humain**. Un comportement spirituel, lié à la **confiance**.

Je ne sais pas si j'arrive à m'expliquer...

*Si, si, tu es très clair.*

... mais peut-être que cette crise permettra de gérer les économies de manière plus humaine...

La finance se serait-elle prise pour Dieu ?

*Alors, ma dernière question ce sera : Au fond est-ce que la finance ne s'est pas un peu prise pour "Dieu", ces derniers temps ?*

Écoute, c'est une question très intéressante.

Il y a une école de pensée qui a prédominé jusqu'au début des années 2000 qui s'appelait **l'efficience des marchés**. Qui a été suivie par tous les exécutifs. Et qui partait du principe que les marchés financiers étaient une sorte de juge de paix qui atteignait un **équilibre parfait**.

Et que toutes les informations étaient à tout moment incluses dans le **prix**. Qui est le **critère absolu** des **marchés financiers**. Le prix accordé à toute chose, à toute denrée et à toute valorisation !

Cela a été poussé si loin que nous avons eu, il y a une dizaine d'années, le patron d'une banque très connue qui s'appelait Goldman Sachs qui disait... "Je fais le travail de Dieu" !

Ta question, Candide, tu vois, n'est pas du tout aberrante ! Elle fait du sens. Ces financiers se sont vraiment crus comme sortis de la cuisse de Jupiter ! Et les **crises successives** les ont fait **déchanter**...

*Pas tant que ça jusqu'à maintenant, non ?*

Si quand même ! Parce que les marchés financiers et les banques ont été sauvés en 2007, 2008 et 2009 uniquement **grâce à l'argent des États**. C'est-à-dire grâce à **notre argent** finalement !

Et quelque part ça a été une **leçon d'humilité**. Même si les enseignements n'ont pas été tirés. Mais ça a quand même été une leçon d'humilité. Il y a eu plein de mouvements **contre la finance** ensuite, en 2009, 2010 et 2011...

Je me rappelle d'un ancien Président de la République qui a gagné son élection principalement en disant "**Mon ennemi c'est la finance**". Effectivement ensuite il a oublié sa déclaration tonitruante...

Mais il y avait quelque chose....

Alors maintenant, j'espère qu'à la faveur de cette crise du coronavirus on ira encore plus loin. Et non pas qu'on abolisse les marchés financiers car le capitalisme a besoin des marchés financiers. Mais qu'on pourra les remettre à leur place.

*Oui mais quand je vais au supermarché pendant cette crise, je constate qu'il n'y a plus de papier de toilette. Donc l'efficiencia des marchés...*

Cela, Candide, n'a pas grand'chose à voir avec l'efficiencia des marchés. Mais avec l'**irrationalité des gens**. La **panique** des gens qui les fait se ruer sur des choses aberrantes. Cela peut se comprendre aussi quand on parle aux gens de confinement, qu'ils essaient de faire des provisions de riz, de pâtes, de papier de toilette...

Notre génération a vraiment vécu abreuvée de tout, et jusqu'aux commandes en ligne aujourd'hui. Alors c'est normal que quand on parle de confinement, il y ait ces vieux instincts primitifs qui ressortent.

Cela je peux le comprendre et je ne le condamne pas. Et cela n'a pas grand'chose à voir avec l'**efficiencia des marchés**.

*Merci beaucoup pour toutes ces informations, [Michel](#).*

Mais je t'en prie, Candide, au prochain entretien, avec plaisir !

## **Pas seulement un redémarrage, mais une relance économique**

**Par Cylvia Hayes, publié à l'origine par 3E Strategies le 8 avril 2020**



Maintenant que la propagation du coronavirus se ralentit un peu en Chine, le gouvernement chinois commence à renforcer ses installations de fabrication. Toutefois, compte tenu des fermetures des principaux marchés d'exportation en Europe et aux États-Unis, la demande de produits chinois est encore très faible.

À l'heure actuelle, alors que les usines ont ralenti ou fermé en Chine, en Europe, aux États-Unis et ailleurs, le moment serait idéal pour mettre beaucoup de monde au travail en améliorant l'efficacité énergétique et les mesures de contrôle de la pollution, et en installant des options d'énergie renouvelable dans les usines mises à pied dans le monde entier. Ces mesures devraient faire partie intégrante de tout plan de relance économique et devraient être mises en œuvre dès maintenant, alors que les gens ont désespérément besoin d'emplois et que les usines sont en panne.

En outre, bien que nous soyons toujours confrontés à une crise aiguë et que cela doive être l'objectif principal de l'action à l'heure actuelle, il serait immanent de commencer un effort de planification stratégique très réfléchi, visionnaire mais pratique, pour savoir comment nous pourrions sortir de cette situation avec des systèmes économiques beaucoup plus sains, plus sains et plus résistants.

Cela devrait servir de réveil existentiel étonnant en nous rappelant que le seul véritable gagnant de cette crise à ce stade est la planète. La pollution de l'air a diminué, les émissions de gaz à effet de serre ont chuté de façon spectaculaire, la pollution de l'eau est en baisse - les canaux de Venise ressemblent à nouveau à de l'eau ! Même le trafic et la consommation d'animaux sauvages sont en baisse. Tout cela se produit parce que nous avons été contraints de faire une pause dans un système économique qui "crée" des choses au prix de la destruction des systèmes naturels et de nos structures de soutien de la vie sur la planète. Le répit apporté par la pause induite par la pandémie ne pourrait pas être une preuve plus claire que nous avons construit une économie mondiale qui dépend de la destruction de nos systèmes de survie planétaires.

Le coronavirus est la menace la plus immédiate, mais ce n'est pas la plus grande menace qui se présente à nous. Le problème le plus important, ainsi que le défi et l'opportunité bien plus importants, est ce que la crise COVID-19 révèle sur notre système économique mondial fondamentalement non durable, axé sur la consommation. Si nous nous ouvrons vraiment à un examen approfondi de cette question, nous avons le potentiel de passer de la crise à l'évolution.

Alors que les nations commencent à réfléchir à la manière d'accélérer l'activité économique dans le sillage de la pandémie, nous entendrons probablement le dangereux mais familier cri de ralliement "Achetez, achetez, achetez, faites croître, faites croître, faites croître". Si le seul objectif est de faire en sorte que les choses redeviennent comme avant, nous reviendrons simplement à la périlleuse illusion que la croissance économique l'emporte sur la santé de la planète. Nous devons être très clairs et innovants dans notre réflexion sur le type de croissance économique que nous voulons et celui que nous ne voulons pas, comme les industries très polluantes et peu rémunératrices et les gadgets en plastique jetables.

Dans les jours à venir, je vous présenterai un tableau plus détaillé de la croissance, de ce que nous voulons et pour quoi nous voulons. En attendant, je vois quatre grandes étapes et opportunités dans la gestion de cette crise.

Premièrement, tout mettre en œuvre pour contrôler le virus, protéger les travailleurs de première ligne et soutenir directement les personnes qui ont perdu leur emploi et leur revenu. L'administration Trump a échoué de façon désastreuse en ignorant une fois de plus la science et les conseils des conseillers qui demandaient une action majeure dès janvier - maintenant, nous avons besoin d'une presse à plein temps pour rattraper le retard.

Dans le même temps, nous avons besoin d'un soutien et d'une relance économiques agressifs, autres que ceux liés à la viande de porc. Le Congrès vient d'adopter un plan de relance économique massif et essentiel. Il reste à voir exactement ce qu'il contient, mais il comprend des paiements directs aux citoyens et je suis ravi de constater qu'il ne prévoit pas le sauvetage de l'industrie des bateaux de croisière.

Dès que nous pourrons obtenir un meilleur accès aux tests et aux masques, etc., il devrait y avoir un recyclage massif des travailleurs des industries actuellement dévastées comme la restauration et l'hôtellerie vers des postes de soutien dans le domaine des soins de santé et des soins aux personnes âgées.

Étant donné que le président Trump a finalement écouté les conseillers scientifiques et reconnu que la menace pour la santé nécessitera des politiques de distanciation sociale pendant au moins un mois de plus, les implications économiques pour le nombre record de travailleurs licenciés vont être très graves. Nous aurons besoin d'un certain nombre de plans de relance supplémentaires, simplement pour aider les gens à satisfaire leurs besoins fondamentaux en matière de logement et de nourriture. Comme je l'ai écrit dans un précédent billet, c'est le moment où nous devrions sérieusement envisager une approche de revenu de base garanti.

Il faudra probablement aussi prendre des mesures pour tenter d'empêcher l'implosion des systèmes de transactions bancaires et financières. Nous ne devons pas laisser cette implosion aller jusqu'à ce que les banques ferment les comptes des gens, que les distributeurs automatiques de billets soient fermés, etc. comme cela s'est produit lors de l'effondrement de la Grèce en 2015.

Deuxièmement, comme je l'ai indiqué plus haut, alors que l'industrie est au ralenti, il est temps de mettre les gens au travail pour améliorer, nettoyer et réduire l'empreinte carbone des installations de fabrication. Le financement de ces mesures serait un élément intelligent des plans de relance économique des gouvernements.

Troisièmement, développer et investir dans une campagne massive de transformation de la main-d'œuvre. Cette campagne devrait inclure certains des changements durables qui résulteront probablement de cette période sans précédent, comme le passage au travail à distance, l'augmentation des achats en ligne et les options de livraison associées. Un autre aspect de cette démarche devrait être un passage agressif de l'emploi dans des industries non essentielles et très polluantes à un emploi productif pour la société.

Quatrièmement, alors que nous nous débarrassons de la crise immédiate, que nous maîtrisons le virus, que nous développons un vaccin, nous devons être très stratégiques quant au type de croissance économique que nous recherchons. Ce serait le moment idéal pour mettre en œuvre une version du Green New Deal qui créerait des emplois et des opportunités commerciales en s'attaquant au changement climatique, aux inégalités de revenus et à la pandémie de pauvreté.

Quelques domaines à prendre en compte. L'industrie du charbon continue de réclamer des aides gouvernementales pour surmonter une forte baisse de la demande due à la croissance des énergies renouvelables et au boom du gaz naturel. L'industrie du charbon affirme qu'elle est absolument essentielle pour garantir un approvisionnement domestique en électricité abordable et pour créer des emplois. Sur la base de cette revendication, comme l'a rapporté Reuters, l'industrie a demandé au président de prendre des mesures exécutives pour suspendre ou réduire les redevances et réduire ses obligations légales en matière de nettoyage environnemental des sites miniers et d'assistance sanitaire aux victimes de la maladie pulmonaire noire.

Pendant ce temps, l'industrie des énergies renouvelables est confrontée à de graves ralentissements en raison de la pandémie. L'Association des industries de l'énergie solaire a signalé que l'industrie solaire pourrait perdre jusqu'à la moitié de sa main-d'œuvre à cause du virus, car une part importante des emplois dans ce secteur dépend de la construction de grands projets qui risquent d'être suspendus. De même, l'industrie éolienne devait

connaître une année record cette année, mais elle est maintenant confrontée à des reculs massifs en raison du virus.

Alors que nous réfléchissons à la manière de maintenir les gens au travail et de les faire revenir, voici une comparaison intéressante. Selon le Bureau des statistiques du travail, l'industrie du charbon employait 50 600 personnes en février, soit une baisse de 35 % par rapport à il y a dix ans. Selon l'Energy Information Administration, les centrales électriques au charbon ont produit 23,5 % de l'électricité américaine l'année dernière, contre 44 % dix ans plus tôt.

En revanche, les énergies renouvelables ont connu une croissance constante. Elles ont produit 17,5 % de l'électricité américaine l'année dernière. Selon la Fondation solaire, le solaire à lui seul employait plus de 249 800 personnes en 2019. Si l'on y ajoute l'éolien, la géothermie, etc., il est clair que les énergies renouvelables éclipsent le charbon en matière d'emploi. Autre remarque sur les combustibles fossiles, l'industrie pétrolière a été massivement subventionnée par le gouvernement fédéral pendant des décennies et, grâce aux nouvelles technologies de forage, il y a maintenant une surabondance mondiale de pétrole et les prix ont chuté. Sans même tenir compte des dommages environnementaux causés par l'extraction et la consommation de combustibles fossiles, les données économiques ne tiennent pas la route.

Il me semble que c'est un plan solide pour stimuler les industries de l'avenir et pour soutenir les personnes actuellement employées dans les industries en déclin afin qu'elles puissent faire la transition vers de nouvelles carrières plus nécessaires et plus sûres.

Un autre aspect du plan de relance de type "Green New Deal" pourrait consister à imposer des exigences strictes en matière de climat, d'environnement et de travail équitable aux industries qui bénéficient de renflouements et de fonds de relance. Après la crise financière de 2008, le président Obama a exigé de General Motors et de Chrysler qu'ils mettent en œuvre de nouvelles normes strictes en matière d'économie de carburant en échange des fonds de sauvetage qu'ils ont reçus. Il s'agissait d'un énorme pas en avant en matière d'efficacité automobile et de compétitivité pour l'industrie automobile américaine.

Ne vous y trompez pas, cette pause économique actuelle va avoir des effets durables et va nécessiter des investissements publics massifs et une remise en question pour se redresser. Le moment est venu non seulement d'essayer de revenir à la normale, mais aussi de stimuler une croissance économique qui profitera à toute la société. Le moment est venu de créer des emplois en faisant ce que la société doit avoir fait : reconstruire nos infrastructures de manière à réduire la pollution due au réchauffement climatique, à assainir notre air et notre eau et à accroître notre résistance aux changements environnementaux déjà en cours, construire et réparer des logements abordables, restaurer les zones humides, les rivières, les forêts et les plages, renforcer l'agriculture locale et les entreprises communautaires, prendre soin de nos populations âgées.

Si cela semble trop important pour être pris en compte, n'oubliez pas que la pandémie de coronavirus est une force de la nature ; l'économie ne l'est pas ! L'économie est une construction humaine. Nous l'avons créée et nous la modifions et la façonnons sans cesse. Nous l'avons inventée pour pouvoir la réinventer. L'objectif ne devrait pas être de relancer l'économie mais de la réinitialiser.

Une dernière remarque : à l'avenir, nous devons trouver des moyens de gérer le montant stupéfiant de la dette nationale de la plupart des grandes nations. Avant la crise pandémique, une grande partie de la croissance tant vantée du PIB était due à une augmentation sans précédent de la dette. La dette augmente maintenant à une échelle vertigineuse avec les diverses mesures de relance et de sauvetage que les nations du monde mettent en œuvre pour faire face à la situation du coronavirus. De l'autre côté de la crise, le fardeau de la dette sera une

situation véritablement ingérable et instable, ce qui, bien que délicat, constitue un autre levier potentiel pour une remise à plat fondamentale de l'économie. Dans mon prochain article, j'aborderai la nécessité de faire du PIB, et en particulier de la croissance tirée par la dette, un indicateur de la réussite économique.

SOYEZ BIEN tout le monde !

## **De l'argent facile à la destruction de la civilisation**

Lew Rockwell Mises.org

Extrait des Archives : publié le 10 avril 2014



### **(Partie 1)**

‘Les Autrichiens avaient raison’, voilà une phrase que l’on entend de plus en plus souvent, et pour une bonne raison. La bulle sur l’immobilier et son explosion ont été pointées du doigt par les Autrichiens, et personne d’autre. Les économistes Autrichiens avaient raison au sujet de la bulle sur la dot-com. Ils avaient raison à propos de la stagflation des années 1970 et de l’explosion du prix du métal jaune après la fermeture du guichet de l’or.

Listez les événements que nous avons traversés, et vous verrez que les Autrichiens ont eu raison depuis le début : au sujet du contrôle des prix, du protectionnisme, des plans de sauvetage, des guerres, des régulations, des libertés civiles, et ainsi de suite.

Mais les problèmes qui touchent à la monnaie fiduciaire et des cycles économiques sortent du lot, parce que les Autrichiens disposent d’une perspicacité unique. Ils sont les seuls à toujours avoir pensé que la monnaie fiduciaire offre de mauvaises motivations à l’industrie bancaire, que les manipulations des taux d’intérêts par les banques centrales distordent la structure de production, que la combinaison de monnaie papier et de système bancaire central mène tout droit vers une calamité économique.

Ces idées n’ont rien de nouveau, bien que nombreux soient les gens qui ne les découvrent qu’aujourd’hui pour la première fois. Depuis la publication du livre de Mises, *La Théorie de la Monnaie et du Crédit*, en 1902, qui nous mettait en garde des dangers que le papier monnaie et le système bancaire central représentent pour la libre entreprise, les Autrichiens ont eu raison.

Cela nous donne donc plus de cent ans de ‘nous vous l’avions pourtant dit’.

Et au beau milieu de toutes ces années a eu lieu un épisode oublié de l’histoire monétaire dont nous tirons des leçons aujourd’hui. Il concerne le rôle controversé joué par Henry Hazlitt, qui s’opposait au système monétaire de Bretton Woods établi après la seconde guerre mondiale.

Influencé par Mises, Hazlitt a utilisé sa position d’éditeur au New York Times pour mettre la population en garde contre ce projet, et a correctement prédit qu’il découlerait sur une inflation à l’échelle mondiale. Pour avoir fait ce qu’il a fait, il a été déchu de son poste d’éditeur. Il a payé très cher le fait d’avoir eu raison, mais cela n’a pas suffi à l’arrêter. Il a continué de prôner la vérité.

Le Times devrait lui présenter une excuse officielle et admettre que son éditeur avait parfaitement raison. Mais n’y comptons pas trop.

Revenons où nous en étions.

A la fin de la seconde guerre mondiale, la condition monétaire des nations du monde était déplorable. Les Etats-Unis faisaient face à une énorme dette héritée de la guerre, bien qu’ils étaient encore les créiteurs du reste du monde. Les Etats-Unis disposaient également d’une très importante pile d’or. Tous les autres pays étaient plus ou moins en banqueroute, chose que seul des programmes gouvernementaux gargantuesques sont capables d’accomplir. Les devises majeures étaient détruites, et les économies étaient tombées avec elles.

Comme la mode le voulait autrefois, les élites du monde se sont rassemblées pour réfléchir à une solution coordonnée. Elles se sont réunies du premier au 22 juillet 1944 à l’hôtel Mount Washington, à Bretton Woods, NH, pour rédiger les Articles de l’Accord. Un an et demi plus tard, en décembre 1945, cet accord fut ratifié. En mars 1947, l’une des monstruosités créées à la suite de cet accord, le Fond Monétaire International, entra en opération.

Quel était l’objectif de ce projet ? Il était le même que celui qui a conduit à la fondation de la Réserve Fédérale, et que ceux qui ont guidé les réformes monétaires tout au long de l’histoire moderne. L’idée était de promouvoir la croissance, d’encourager la stabilité macroéconomique et, plus absurde encore, de contrer l’inflation. Bien entendu, aucun de ces objectifs n’a été atteint.

Il existe d’autres analogies liées à la Fed. De la même manière que la Fed devait servir de prêteur de dernier recours et de fournisseur de liquidités en période d’instabilité, les accords de Bretton Woods obligeaient les nations signataires à rendre leur devise disponible à d’autres pays pour prévenir tout problème temporaire de balance de paiements.

L’origine de ces déséquilibres de balance de paiements n’a pas été abordée. Il semblerait que tout le monde pensait qu’ils étaient semblables à une période de mauvais temps, à des tremblements de terre ou des inondations, à quelque chose qui de temps à autres s’abat sur un pays. La vérité, c’est que les problèmes monétaires liés à la balance des paiements sont créés par de mauvaises politiques, par les gouvernements qui gonflent leur masse monétaire, qui dépensent trop, qui s’endettent, qui contrôlent leur économie, imposent des restrictions commerciales, créent des états providence, partent en guerre, et ne respectent pas les principes de propriété privée.

Comme tous les autres projets gouvernementaux, Bretton Woods devait faire face aux symptômes plutôt qu’aux causes de problèmes, et traiter ces symptômes de manière à rendre possible voire encourager la propagation de la maladie. Il a lié les devises entre elles à des niveaux irréalistes, offert un mécanisme de plans de sauvetage pour permettre aux gouvernements et aux établissements bancaires de continuer de faire ce qu’ils ne devraient pas, et prolonger les problèmes voire les aggraver sur le long terme.

Les gouvernements remplacent depuis longtemps la bonne monnaie par de la mauvaise. Leur objectif, comme celui de la dernière vague de plans de sauvetages aux Etats-Unis et en Europe, était d'envoyer de la monnaie vers les pays en banqueroute pour les encourager à poursuivre les politiques et pratiques à l'origine même de leur problème.

Le problème central du système monétaire né après la seconde guerre mondiale est l'abolition de l'étalon or, ou plutôt la destruction par le gouvernement de ce qu'il en restait par le biais de l'inflation, de la dette et de la dévaluation. Les économistes Keynésiens ont bien entendu encouragé cela, puisqu'ils perçoivent la création monétaire comme une sorte de panacée pour la maladie de l'économie mondiale.

Keynes, grand maître de la conférence de Bretton Woods, a lui-même recommandé d'en faire ainsi et en a acclamé les résultats. A ses yeux, une devise flexible et sans étalon était la clé de la manipulation macroéconomique de ses agrégés bien-aimés. Et, d'une manière assez perverse, il avait raison sur ce point. Un gouvernement se trouve contraint par un étalon or. Il ne peut se contenter de décider de manipuler la demande ou de manipuler l'offre. Il ne peut dépenser plus que ce que ses moyens lui permettent. Il doit payer pour ses programmes grâce à la taxation, et doit donc restreindre son appétit pour les aides sociales et la guerre. Il n'existe pas d'Etat Keynésien sous l'étalon or, pas plus qu'un accro à la cocaïne ou aux jeux d'argent sans le sou.

Le message de Keynes à Bretton Woods, pour reprendre Mises, était que l'élite du monde ne pouvait faire du pain à partir de pierres. Et, sous l'influence de Keynes, la cible de Bretton Woods a été le libéralisme, qui pour beaucoup était responsable de la Grande Dépression. Les élites sont sorties de la seconde guerre mondiale avec une appréciation accrue pour le principe de planification centrale. Elles s'en réjouissaient.

Le projet de reconstruction économique de Bretton Woods n'est pas allé aussi loin que Keynes l'aurait espéré. Il proposait une banque centrale mondiale et une devise unique pour toutes les nations, qu'il souhaitait baptiser le 'bancor', afin qu'il ne puisse plus y avoir d'échappatoire à l'inflation. Le projet attend toujours d'être mis en place. Les conférés de Bretton Woods, sous la pression des Etats-Unis – qui voulaient faire du dollar le nouveau bancor – ont adopté une position de compromis. Ils ne créeraient pas d'étalon or, bien que le nouveau système fût mentionné comme tel pour des raisons de crédibilité. Ce qu'ils ont mis en place a été un étalon or-dollar, ou plus précisément, un étalon or de copinage.

Le système de Bretton Woods a établi un étalon or fixé à 35 dollars par once. Mais le dollar était la seule devise à être fixée par rapport à l'or. Toutes les autres devises ont été fixées par rapport au dollar, ce qui a obligé les Etats-Unis, en tant que créateur du monde, à émettre des dollars vers le reste du monde tout en maintenant son lien avec l'or. C'était la recette parfaite d'un désastre, comme vous vous en doutez certainement.

Un étalon or dans un pays n'a rien de mauvais. Les Etats-Unis pourraient aujourd'hui retourner à un tel système. Mais ce n'est pas ce que Bretton Woods a établi. Le dollar n'était pas convertible en or à l'échelle domestique. Il n'était pas possible pour un individu de se rendre à sa banque et d'échanger des dollars contre de l'or. Les dollars étaient uniquement convertibles à l'échelle internationale, et uniquement par les gouvernements, et les Etats-Unis étaient forcés de leur envoyer de l'or contre des dollars sur simple requête. Cela limitait l'expansion de crédit à l'échelle locale, mais pas suffisamment. Très peu étaient assez courageux pour demander de l'or à l'Empire. Et pourtant, il était clair dès le départ que le projet pousserait éventuellement les Etats-Unis à revenir sur leur parole. Il a fallu attendre vingt ans pour que cela se produise, longtemps après que les signataires de Bretton Woods aient quitté la scène.

L'effondrement du projet a commencé longtemps après son établissement. Mais ses effets ont été déguisés sous la forme de contrôles de devises. Une fois les années 1960 arrivées, la Fed jouait son rôle traditionnel de financier pour le gros gouvernement. La pression sur le dollar s'est faite trop importante, et les gouvernements étrangers se sont trouvés plus intéressés par l'or que par le papier. La combine s'est effondrée comme un château de cartes sous le gouvernement providence et guerrier de Nixon. C'est à ce moment-là que le monde est

entré dans un régime papier. Tous les économistes pensaient que le prix de l'or s'effondrerait. Tous, sauf les Autrichiens.

## (Partie 2)

Henri Hazlitt savait depuis le début ce qui allait se passer. Il nous a mis en garde contre Bretton Woods. Il est devenu éditeur du New York Times en 1934, après avoir été licencié de son poste d'éditeur chez American Mercury avant l'arrivée de Mencken, sur le seul principe qu'il était Juif ([Mencken](#), qui avait recruté Hazlitt, l'appelait « le seul économiste qui soit capable d'écrire »). Son emploi au New York Times était parfait pour lui. Il écrivait généralement des éditoriaux anonymes et parlait en le nom du journal plutôt qu'en son nom d'auteur.

Quelques années plus tard, alors que ses éditoriaux furent recueillis dans un ouvrage édité par George Koether intitulé [From Bretton Woods to World Inflation](#), son identité fut révélée dans les archives. Parce qu'il écrivait sur un ton institutionnel, ses écrits étaient assez modérés, chose qu'il a plus tard avoir regretté. Aujourd'hui encore, il est stupéfiant de voir le New York Times de l'époque écrire en défaveur de la monnaie facile, de la devise papier et du système bancaire centralisé. C'était là le travail accompli par Hazlitt.

Il a commencé à écrire ses éditoriaux en 1934 avec un appel à un retour à l'étalon or. Il demandait à ce que les Etats-Unis et l'Angleterre se mettent d'accord sur un étalon or fixe. Cela aurait selon lui pu « symboliser un retour à une collaboration internationale dans un monde qui avait lentement dérivé vers un nationalisme intense ». Et en y repensant, le monde prôné par Hazlitt aurait pu éviter la calamité qu'a été la seconde guerre mondiale et ses 50 millions de morts, la communisation de l'Europe et la banqueroute qui s'est installée ensuite. Pourquoi ? Parce que le nationalisme contre lequel Hazlitt écrivait en 1934 aurait pu être vaincu, et les gouvernements auraient pu préférer la diplomatie à une solution meurtrière.

Mais ses conseils n'ont pas été suivis, et la destruction de la monnaie et de la prospérité s'est poursuivie, jusqu'à l'holocauste globale de la seconde guerre mondiale.

Faisons maintenant un grand pas de dix ans en avant, dix ans après qu'Hazlitt ait écrit son premier éditorial. Il prônait alors toujours ses mêmes idées ; pas un système au sein duquel les devises fortes financent les mauvaises politiques, mais un système au sein duquel chaque nation maintient l'intégrité de sa propre devise. Cette idée requiert non pas une intégration centralisée, mais tout le contraire. Plutôt que de promettre d'intervenir et de financer de la mauvaise dette, les nations devraient rester sans rien faire. Seule cette manière de faire permet d'éviter les erreurs morales et de maintenir l'étalon or.

Il a écrit ceci : « L'idée que seule une nation très riche puisse se permettre d'établir un étalon or est erronée ». L'or est adaptable à toutes les nations, si tant est qu'elles aient quelque chose à vendre. Il a conclu son éditorial par ces mots juste avant que se réunissent les conférés de Bretton Woods : « La plus importante contribution des Etats-Unis pourraient faire à la devise mondiale après la guerre serait d'annoncer leur détermination de stabiliser leur propre devise. Cela nous aiderait beaucoup si d'autres nations décidaient de se tourner vers l'étalon or. Mais elles ne le feront plus pour elles-mêmes que pour nous'.

Notez que c'est là ce qui a été publié dans l'éditorial du New York Times ! Voilà la marque d'un monde aux antipodes du Keynésianisme et de Paul Krugman. Hélas, il n'y a pas de justice en ce monde. Hazlitt s'est fait mettre à la porte, et tous ses successeurs ont embrassé une école d'économie complètement fallacieuse.

Gardez également à l'esprit que cet éditorial a été écrit un mois avant le début de la conférence de Bretton Woods. Au cours des semaines qui ont suivi, Hazlitt était à la recherche d'informations quant à ce qui allait être décidé. Il a recueilli des déclarations de principes. Bretton Woods a permis un changement de la valeur en or des devises membres sur vote unanime des gouvernements.

Voici ce qu'en a dit Hazlitt : « Cela ne pourra permettre qu'une inflation mondiale. Notre expérience suffit à prouver qu'il y a peu de chances qu'un gouvernement puisse souhaiter une hausse de la valeur en or de sa devise... depuis maintenant trois décennies, les pressions politiques sont allées dans la direction de la dévaluation et de l'inflation ».

Avant que les délégués ne se rencontrent, il a pu percevoir que les provisions d'uniformité ne représentaient pas une limite à l'inflation mais plutôt une sorte de licence. Si une nation décide de dévaluer, la valeur de sa devise diminue sur le marché des changes. Mais si cette dévaluation est effectuée en coopération avec d'autres pays, alors il lui est possible d'éviter cette pénalité. C'est précisément là qu'ont mené des décennies de coopération internationale pour les affaires monétaires. C'est la raison pour laquelle la Fed a pu être créée. Tant que le système est décentralisé, chaque banque et chaque pays doit assumer les retombées de ses mauvaises politiques. Mais au sein d'un système centralisé, les mauvaises politiques peuvent être balayées sous le tapis et leurs conséquences peuvent se propager au travers du système tout entier.

Comme Hazlitt l'a lui-même écrit, « il est difficile d'imaginer une plus grande menace à la stabilité globale et à la pleine production qu'une inflation uniforme qui viendrait tenter les politiciens du monde ».

Deux jours plus tard, avant que ne commence la conférence, Hazlitt a expliqué précisément pourquoi Bretton Woods ne pourrait pas durer. Sous ce traité, les nations émettrices de crédit – les Etats-Unis et la Grande-Bretagne – s'engageraient à acheter les devises de leurs débiteurs nets afin de maintenir la parité entre les devises. Même si d'autres pays dévaluaient leurs devises, les Etats-Unis seraient forcés de continuer de leur en acheter pour maintenir le ratio or/papier. C'est précisément ce qui a conduit au délabrement du système entre 1969 à 1971. Mes amis, voilà ce que j'appelle une prophétie.

Hazlitt ne tentait alors de faire entendre une opinion populaire. Il était le seul à divulguer cette vérité. Personne ne s'est joint à lui, du moins pas aux Etats-Unis. La France avait bien Jacques Rueff, qui a également dénoncé le nouvel établissement. La Suisse avait Michael Heilperin, qui a milité fermement pour l'étalon or. Hayek, à Londres, a soumis aux délégués de Bretton Woods un projet de mise en place d'un étalon or qui fut complètement ignoré.

Aux Etats-Unis, Hazlitt était seul sur la ligne de front. Il écrivait souvent et passionnément dans l'espoir de pouvoir faire une différence. Plus remarquable encore, il est parvenu à propager ses opinions grâce à la voix institutionnelle du New York Times. C'était un véritable accomplissement, un testament de son pouvoir de persuasion.

Il a publié ses opinions avant même que ne commence la conférence. Hazlitt a su reconnaître les problèmes inhérents au projet proposé et a su expliquer comment les choses tourneraient.

Le premier juillet 1944, alors que les premiers représentants se réunissaient, il les a accueillis avec un poing dans le nez. Il a remis en question leur compétence, employant ce qu'il appellerait plus tard le problème du savoir Hayekien. Voici ce qu'il a écrit le jour de l'ouverture de la conférence : « Il serait impossible d'imaginer un moment plus difficile pour les nations individuelles que de décider à quel niveau fixer et stabiliser leur devise nationale. Comment les représentants de la France, la Hollande, la Grèce ou encore la Chine pourraient-ils faire plus que deviner à quel niveau stabiliser la devise de leur pays ? ».

Les délégués ont certainement lu ces mots alors qu'ils buvaient leur café du matin. Dommage qu'aucun d'entre eux ne se soit étouffé sur son croissant.

Hazlitt a également précisé que la conférence prévoyait de résoudre un problème sans vraiment réaliser de quoi il s'agissait. Le problème, pensait-il, n'était pas l'absence de parité entre la valeur des devises, mais la présence de politiques qui dévaluaient les devises des nations les plus faibles. Il pensait qu'il soit possible de fixer temporairement n'importe quel prix, mais que sur le long terme, une telle chose n'est pas envisageable.

Il a utilisé l'exemple d'une action qui ne vaudrait rien mais se vendrait pourtant pour 100 dollars l'unité. Il lui serait possible de se maintenir à un prix élevé, mais lorsque les ressources des acheteurs se tariraient, le prix de l'action baisserait. Aucune force n'est capable d'empêcher un prix de baisser une fois que les ressources qui le maintiennent ont disparu.

Cette perspicacité n'est qu'un court résumé de toutes les politiques économiques de notre temps. Que le sujet soit l'immobilier, les actions ou les salaires, l'objectif des programmes de stimulation économique qu'est de maintenir les prix à des niveaux très élevés n'a pas pu aboutir. Quant aux ressources nécessaires au maintien des prix, la solution actuelle semble être de créer toujours plus de monnaie pour faire durer ce spectacle du paraître.

Alors que se déroulait la conférence de Bretton Woods, Hazlitt porta un deuxième coup aux délégués américains. Il se moqua de la manière dont les Américains se pensent capables de résoudre les problèmes du monde en instaurant une nouvelle organisation. Qu'il s'agisse d'une organisation qui vise à faire voyager l'eau à contre-courant ou d'une autre qui empêche les cailloux de rouler, les Américains sont persuadés que leur président est capable d'accomplir l'impossible. La restauration de la paix et de la prospérité ne se fera pas par la mise en place d'une nouvelle organisation, mais par l'abandon du protectionnisme, des restrictions d'exportation de capital, des quotas d'importation et de la dévaluation compétitive des devises. La plus grande contribution que puissent faire les Etats-Unis au monde serait d'équilibrer leur budget et de mettre fin au financement du déficit.

Quant à l'amour des Américains pour les organisations nouvelles, il écrit ceci : « une coopération internationale ne sera possible après la guerre que si l'idéologie des années trente se trouvait profondément transformée ».

A mesure que se prolongeaient les discussions entre les représentants, Hazlitt est parvenu à prédire ce qui allait se passer. Les délégués ont non seulement prévu de créer le FMI mais aussi ce qui était autrefois le prédécesseur de la Banque mondiale : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Le projet, écrit Hazlitt, « repose sur le principe que rien ne puisse retourner à la normale sans qu'une institution inter-gouvernementale soit formée, sur l'idée que rien ne puisse être géré correctement sans le gouvernement ».

Hazlitt ne s'est pas retenu de citer le nom de Keynes et d'attirer l'attention sur sa théorie qui voulait qu'il soit injuste de discriminer les nations membres en fonction de leur note de crédit. Hazlitt est parvenu à résumer le projet de la Banque mondiale en très peu de mots : « la renaissance de l'économie mondiale ne pourra se faire grâce à un projet sous lequel les contribuables se trouveront aux prises de leur gouvernement et des pertes nées de prêts internationaux accordés sans examen préalable ».

Après la conférence a commencé le débat sur la ratification. Hazlitt a expliqué clairement quel était le risque encouru : la liberté de l'individu contre les projets du gouvernement. « Ces accords présupposent un monde au sein duquel les gouvernements qui se sont développés au cours des années vingt et trente doivent se voir élargis et systématisés. Ce qui est contemplé est l'établissement d'un monde au sein duquel le commerce international serait dominé par les Etats ».

Hazlitt a, à l'époque, dû subir énormément de pressions. Il arrive que parfois que l'Etat et ses experts poussent tout le monde à croire que leur plan est absolument nécessaire et que s'y opposer serait synonyme de trahison. C'est arrivé à notre époque lors des débats sur le NAFTA, sur le WTO, sur la création de monstruosité bureaucratiques telles que le Département de la sécurité intérieure et l'Administration chargée de la sécurité des transports, sur les guerres au Proche-Orient, et ainsi de suite. Ne pas être d'accord signifie être en dérision.

Et c'était la même chose en 1944-45. Personne n'avait de problème avec ce qu'écrivait Hazlitt, personne n'a même cherché à le contredire. Mais le fait est qu'il était une priorité pour l'élite internationale de signer les accords de Bretton Woods, et personne, pas même un journal respectable, ne pouvait s'y opposer.

Pour prouver qu'il n'était pas un critique solitaire, Hazlitt a commencé à écrire au sujet d'autres gens qui partageaient son point de vue, mais ils n'étaient pas nombreux. Il s'efforçait de souligner la moindre critique publiée par d'autres journaux. Mais ces dernières se firent vite rares, et à chaque fois qu'une nouvelle apparaissait, elle était rapidement tue. Les moyens de défense utilisés par Bretton Woods sont devenus de plus en plus extrêmes. Le message principal était que si rien n'était fait, le monde se disloquerait. Les partisans de Bretton Woods étaient bien plus ouverts au sujet de l'idéologie anti-marché, comme lorsque le secrétaire Morgenthau a décrété que le commerce était incapable de gérer les taux de change et que c'était aux gouvernements de s'en charger.

Hazlitt a attiré l'attention sur ces idées mais également sur les propos tenus par Keynes selon lesquels Bretton Woods représentait tout l'opposé d'un étalon or. Hazlitt a écrit sa plus poignante rhétorique à cette période, expliquant que les conséquences du projet monétaire seraient une inflation globale et une instabilité économique majeure. Les pressions internes se faisaient de plus en plus pesantes à son égard, et des lettres commencèrent à lui parvenir de Londres comme de Washington pour objecter ce qu'il écrivait dans son journal. Mais Hazlitt a continué d'être fidèle à son idée jusqu'au printemps 1945, alors que le Congrès commençait à préparer la ratification des accords.

L'éditeur du New York Times en a finalement eu assez. Arthur Sulzberger lui a sèchement affirmé que 'lorsque 43 gouvernements signent un accord, le Times ne peut rien y faire ».

Hazlitt a commencé à ranger ses affaires. Après qu'il fut parti, il se vengea en écrivant un article sur ce sujet pour l'*American Scholar*, qui fut publié la même année. Il se pencha ensuite sur l'écriture du livre qui devint le plus gros succès de la littérature économique de tous les temps : [\*Economics in One Lesson\*](#). Avec ce livre, il espérait propager les principes de base de l'économie pour que tout un chacun puisse réaliser ce qu'il avait fait en acceptant sans rien dire les projets des gouvernements. Il a écrit son livre en un temps record, et l'a fait publier aussi tôt que possible. Il demeure un best-seller à ce jour.

En 1967, Hazlitt a vu ses prédictions devenir réalité. Il était alors un auteur syndiqué pour le Los Angeles Times. Il écrivait sur la déchéance du système, qui s'est finalement matérialisée en 1969. En 1971, le monde entier utilisait une devise fiduciaire, et les conséquences n'en ont été que catastrophiques pour les sociétés et les économies qui se sont laissées emporter dans ce chaos.

Hazlitt n'est pas né avec un don prophétique. Il a simplement lu Mises et est parvenu à comprendre l'économie monétaire. Voilà qui ne semble pas compliqué, mais c'est un talent aussi rare à notre époque qu'à la sienne.

Les actions d'Hazlitt ont également un autre aspect. Il aurait aisément pu garder le silence. Il lui a fallu concentrer beaucoup de courage et de résistance intellectuelle pour dire la vérité à une heure où le monde entier se tenait contre lui. Mais pour autant que cela le concerne, c'était la raison pour laquelle il était né et pour laquelle il s'était lancé dans l'écriture. Il n'a pas été menacé de violence ou de prison. La seule chose qu'il avait à craindre était la dérision de ses collègues. Qui a un jour prôné la vérité sans souffrir de pareilles conséquences ?

Vous vous demandez peut-être pourquoi il est important de nous repencher aujourd'hui sur cette histoire. Pour ce qui est de Bretton Woods, il est important de comprendre qu'il ne s'agissait pas d'un véritable étalon or, mais d'un étalon fantoche géré par un système imaginé par les gouvernements. Il n'est qu'un amas d'absurdités qui a poussé certains à prôner un retour à Bretton Woods et à un étalon or similaire au cours de ces dernières années. Un nouveau Bretton Woods ne pourrait mieux fonctionner que l'ancien. Il ne représenterait certainement pas une avancée dans la bonne direction.

Que Bretton Woods ait été considéré comme un étalon or n'est qu'un exercice d'obscurantisme. De la même manière que le NAFTA a été passé pour un système d'échanges libres et que le FTC est supposé protéger la

compétition. L'Etat a depuis toujours utilisé la langue du libéralisme et de l'économie de marché pour renforcer des idées qui leur sont contraires. L'étalon or était l'une des premières victimes de cette guerre des mots.

Un étalon or doit être mis en place une devise après l'autre. Il permet aux banques de faire faillite. Il n'a pas de banque centrale. Il n'a pas d'institutions monétaires internationales qui prêtent de l'argent aux gouvernements en banqueroute. Il est la seule voie qui permette un retour à la stabilité. Hazlitt l'a écrit dans l'un de ses éditoriaux, et c'est encore vrai aujourd'hui.

Si nous voulons aller encore plus loin dans l'idée d'un système bancaire et monétaire impénétrable, alors nous devrions suivre les conseils de Rothbard (Hazlitt m'a une fois dit que l'un des plus grands succès du Mises Institute a été d'offrir une plateforme conforme à Murray), privatiser complètement le système et permettre la frappe privée de monnaie. Cela pourrait se manifester de diverses manières à notre époque de systèmes de paiement digitalisés et de communications globalisées. Je suis certain que si l'Etat n'était pas intervenu, internet aurait déjà pensé un système de devises et bancaire compétitif qui pourrait exister en dehors du contrôle des gouvernements. Un tel système pourrait être établi dès aujourd'hui si l'Etat décidait de ne rien faire. Le dollar peut bien ne plus pouvoir être sauvé, la monnaie le peut toujours. La monnaie fait partie intégrante de l'économie de marché. Nous devrions laisser le marché la gérer.

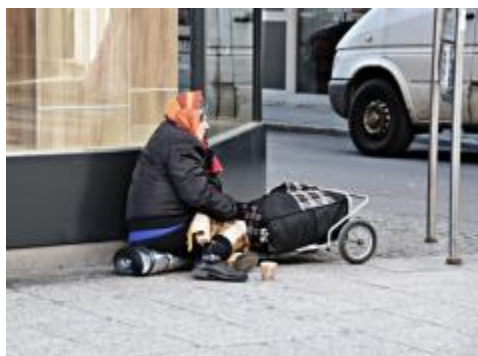
La monnaie fiduciaire détruit la civilisation sous notre nez. Elle alimente l'Etat prédateur. Elle a déstabilisé les marchés. Elle a détruit les bilans et distordu les marchés financiers. Elle a ruiné la culture en poussant le monde entier à croire que la prospérité peut apparaître comme par magie, et que les pierres peuvent être changées en pain. Elle pourrait bientôt causer une inflation ravageuse que les dictateurs, despotes et tyrans accueilleront à bras ouverts.

La civilisation du monde entier dépend d'une monnaie saine. Nous ne devons accepter aucun compromis ou projet gouvernemental. Nous devons mettre fin aux commissions internationales, et aux tentatives de manipulation et de contrôle qui nous rendent plus pauvres que nous devrions l'être. Nous devrions embrasser ni plus ni moins que ce que les libéraux des XVIII et XIXe siècles ont établi. Nous devons demander un laissez-faire.

## **Oui, il y a des compromis entre la prévention des maladies et la destruction économique**

**Claus Wiemann Frølund 04/07/2020 Mises.org**

Traduit avec [www.DeepL.com/Translator](http://www.DeepL.com/Translator) (version gratuite)



La pandémie COVID-19 a vraiment mis en évidence les différences de points de vue entre les économistes et les non-économistes. Partout dans le monde, des variations de la même discussion ont eu lieu depuis une semaine environ. Voici ce qu'il en est. Un économiste discute du coût des réponses gouvernementales à la pandémie et se voit rapidement accusé de tenter cyniquement de "mettre un prix sur une vie". Le camp des

économistes tente d'expliquer son raisonnement tandis que le camp des non-économistes est horrifié à l'idée que l'on puisse "laisser mourir des personnes âgées pour protéger les riches" ou "donner la priorité à l'économie sur la santé".

Ce qui se passe réellement ici, c'est que les économistes et les non-économistes ont des mentalités très différentes. Les économistes réfléchissent constamment à des compromis. C'est une seconde nature. Elle est au cœur même de l'économie. Tous les problèmes que les économistes tentent de résoudre impliquent différents choix possibles et la recherche du choix le plus optimal.

Cette approche est fondée sur la compréhension du fait que nous vivons dans un monde de pénurie. Tous les moyens sont rares, de sorte que leur affectation à certaines fins doit nécessairement laisser d'autres fins insatisfaites. Les économistes s'efforcent de faire en sorte que les ressources rares soient utilisées efficacement. Ce n'est pas aussi simple que de mettre deux chiffres sur un morceau de papier et de choisir le plus grand. Tous les choix se font dans l'incertitude. Nous n'en avons pas la pleine connaissance, et il y a donc toujours la possibilité de faire le mauvais choix.

Le concept de coûts d'opportunité est l'une des premières choses que l'on enseigne aux économistes en herbe. Le bénéfice de chaque action doit être mis en balance avec le bénéfice manqué de l'action non entreprise. Les coûts d'opportunité sont par définition invisibles et peuvent donc être facilement négligés.

Remarquez que le concept de priorités n'a délibérément pas été introduit jusqu'à présent. Les économistes et les non-économistes recherchent généralement les choix qui apporteront le plus grand bien-être à l'humanité, aujourd'hui et à l'avenir. Dans le cas présent, les économistes se demandent si les vastes mesures prises par les gouvernements pour limiter la propagation de COVID-19 ne nuisent pas trop à l'économie. Ce n'est pas parce que les économistes s'inquiètent des comptes bancaires des personnes les plus riches du monde, mais parce que les dépressions économiques entraînent une pléthore de mauvais effets et limitent nos options futures. Il est bien établi que les dépressions économiques entraînent davantage de décès et de suicides liés au stress. Mais utiliser nos maigres ressources pour lutter à tout prix contre la COVID-19, sacrifiant ainsi notre bien-être économique et limitant notre croissance future, signifie également que nous serons relativement plus pauvres à l'avenir et que nous pourrions alors être incapables de sauver autant de vies que dans un scénario alternatif où nous n'utiliserions pas de mesures aussi drastiques contre la pandémie.

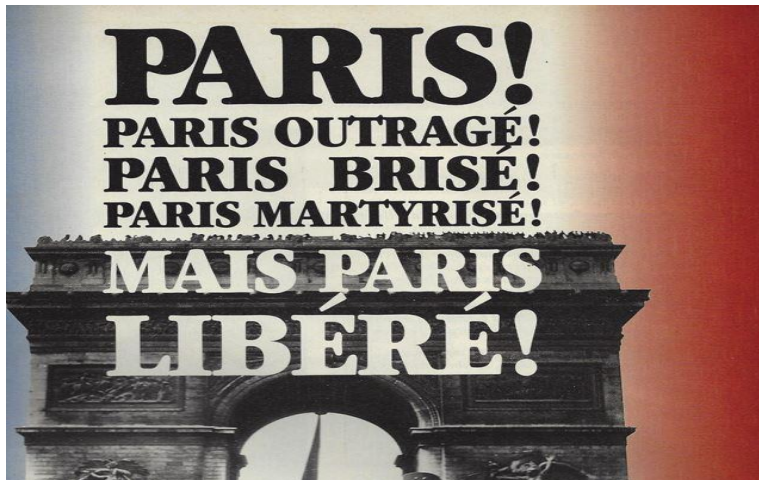
Cela équivaut essentiellement à un problème de chariot, l'expérience de pensée éthique dans laquelle un train en fuite est sur le point de dépasser cinq personnes. La seule façon de les sauver est de dévier activement le train vers une voie de garage, tuant une autre personne en cours de route. Cela représente, bien sûr, un choc entre l'utilitarisme et une déontologie telle que le kantianisme. Il semble que les non-économistes, rencontrés lors des discussions sur les compromis de la réponse COVID-19, refusent involontairement de reconnaître les limites du problème des chariots. "Nous devrions sauver tout le monde - aujourd'hui et demain !" Mais tout comme nous ne pouvons pas faire voler le chariot et éviter l'un ou l'autre des résultats proposés, nous ne pouvons pas en même temps engager tous nos moyens à des fins multiples. Il faut simplement faire un compromis. Ce n'est pas moins une loi de la nature que la gravité.

Ce que beaucoup d'économistes implorent de nos jours, c'est que les décideurs s'en souviennent et ne poussent pas aveuglément toutes les puces au milieu du tableau COVID-19, sans se soucier des autres fins valables. S'ils évaluent le bénéfice des efforts actuels et constatent qu'ils dépassent effectivement le coût, y compris le coût d'opportunité invisible, alors tant mieux ! Partager l'analyse avec le public aidera très probablement à convaincre les sceptiques que la voie actuelle est la bonne.

Pour conclure : non, les économistes ne sont pas des salauds cyniques qui sont si aveuglément obsédés par le marché boursier qu'ils ne se soucient pas de la mort de votre grand-mère. Ils veulent, comme tout le monde, maximiser le bien-être humain. En général, lorsqu'on est confronté à une opinion qui semble folle, il y a deux options : essayer de comprendre l'argument ou supposer que l'autre personne est stupide et/ou mauvaise. De nos jours, trop de gens choisissent cette dernière option.

## **« Peuple contre l'Etat, cela va très mal finir, sauf si... !! »**

par [Charles Sannat](#) | 9 Avril 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Cela va très mal finir, et le mouvement des gilets jaunes, qui n'a en réalité jamais cessé depuis des dizaines de semaines, va resurgir puissance 10 à la libération !

Et oui.

Nous sommes en guerre a dit le président, qui est lui même notre chef de « guère ». Non il n'y a pas de faute !

Il n'est pas un chef de guerre avec une stratégie, une vision, des troupes et des moyens sans oublier la nécessaire adhésion des troupes.

### **Il est un chefaillon de guère !**

Tout juste bon à parader dans les rues désertes de Pantin, où il se fait copieusement insulter depuis les balcons, confinement oblige. Mais où les zactualités de radio Paris ment, Radio Paris c'est le préfet Lallemand, ne montre que des fausses images de liesse populaire et de bain de foule... en plein confinement !

Il n'y a guère de réflexion là dedans hormis le réflexe pavlovien de « communication ».

Il n'y a guère de stratégie... personne ne sachant comment déconfiner sans que cela ne tourne à la déconfiture.

Il n'y a guère de masques, Il n'y a guère de tests, Il n'y a guère de gants, Il n'y a guère de blouses pour nos soignants, de charlottes etc , je ne vous refais pas la longue litanie...

Non seulement ils sont d'une nullité crasse, et l'Etat est en train de saisir les masques que d'autres arrivent à se faire livrer... Disons que ceux qui veulent des masques, trouvent des masques, et je peux vous assurer que nous

et je dis bien nous, ne les volons pas. Nous pouvons les acheter... à l'étranger... Là où des privés où des régions y arrivent, l'Etat est impuissant. Donc non seulement ils sont affligeants d'incompétence, de mensonge, et d'imprévoyance, mais en plus ils cherchent, je crois avec une grande constance, à ce que nous leur mettions des coups de pieds au cul !

### **Ils font tout pour que cela se termine très mal, et cela va très mal finir**

Nous pouvons faire des nominations aux césars des mamamouchis ayant le moins d'instinct de survie politique en général et de survie tout court s'ils continuent ainsi.

En bonne place notre porte parole du gouvernement qui ne sait toujours pas enfiler un masque mais n'a aucun problème avec ses pyjamas dont elle égaye les conférences de presse comme une marque de fabrique dont elle est très fière...et qui pense que nous sommes trop cons pour y arriver. Mais je crois que même elle n'arrivera pas à surpasser la star actuelle et montante au firmament de la connerie mamamouchesque à savoir le chef de l'ARS du grand Est...

Cette lumière dans la tempête qui dirige l'ARS, donc l'agence régionale de santé de l'Est qui est la région la plus touchée de notre pays et qui compte le plus de cadavres, n'a rien trouvé de plus brillant à dire qu'il ne voyait pas pourquoi il devrait changer la « trajectoire de modernisation de son hôpital » et qu'il « fallait continuer à réduire les postes »... C'est vrai ça, je ne vois pas pour quelles raisons... Certains verraient dans les centaines de cercueils qui s'alignent autant de raisons... mais ce sont des esprits chagrin. Il faut réformer... C'est bien la réforme.

Le problème voyez-vous c'est que leurs réformes menées depuis 30 ans par eux, et les autres, nous ont menés dans ce mur douloureux. Alors nous n'oublierons pas à la libération.

Bon il a été limogé. C'est bien.

Maintenant il va falloir virer, celui qui n'aurait jamais du, en tant qu'ancien président de BNP Paribas, devenir le gouverneur de la banque de France.

### **« Il n'y a pas de miracle : nous devons porter plus longtemps des dettes publiques plus élevées »**

« François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, affirme dans une tribune au « Monde » que le traitement des dettes héritées de la crise supposera nécessairement un effort budgétaire rigoureux et des dépenses publiques plus sélectives ».

Et bien moi j'affirme qu'il va falloir limoger et virer le gouverneur et je m'en vais vous dire pourquoi.

Les dettes ne seront pas payées.

La dette actuelle et avant-covid était déjà impayable.

Avec une croissance négative de 6 % au premier trimestre et je ne vous raconte pas à la fin de l'année, l'argent qui ne rentre pas et tous les sous qui sortent, il ne faut pas être gouverneur ni ministre de l'économie qui disait « impact de la crise 0.1 point de croissance », pour savoir que l'on finira l'année à -10 % de récession et pas de croissance négative. De RECESSION.

Bref, la dette va prendre un bon tiers, et un bon tiers de plus de 2 500 milliards d'euros c'est en gros et à la louche un petit billet de 1 000 milliards...

C'est impayable.

Dit autrement, les conséquences de la politique à mener pour payer cette dette ou les conséquences de la faillite pour ne pas payer cette dette seront sensiblement les mêmes, en un mot... horrible.

Parler d'austérité aujourd'hui de la part du gouverneur de la banque de France, c'est comme parler de fermeture de lits dans les hôpitaux de l'Est quand on est directeur de l'ARS. C'est aussi inconséquent, qu'indécent.

### **Un problème de logiciel « mondialisation 2.0 » avec bug d'origine...**

Cette austérité qui a commencé depuis des années nous a également menés là où nous en sommes aujourd'hui, à savoir compter tous les soirs nos morts.

Cette politique, cette mondialisation, cette union européenne, nous ont menés là.

Ce sans-frontiérisme stupide et idéologue nous a amenés à nous enfermer par milliards sur toute la planète.

Cela va très mal finir sauf si...

Sauf si, les mamamouchis, font deux choses.

### **Prenez soin de nous !**

La première qu'ils démissionnent en nombre. Cela nous fera le plus grand bien. S'ils veulent qu'à la libération, la rue ne décide pas, c'est très simple... Il faut a minima une dissolution. Le mieux serait une présidentielle et que notre chef de guère aille se faire recruter par ses petits copains de Blackrock aux Etats-Unis. C'est chouette les USA pour ceux qui pensent que ceux qui font tourner ce pays, tenir ce pays, ne sont rien... et coûtent un pognon de dingue.

La seconde, c'est que tout simplement ils s'occupent de nous.

Qu'ils s'occupent des gens.

En réalité, la libération pourrait très bien se passer, il suffirait simplement que les hommes politiques décident de prendre soin des âmes dont ils ont la charge. Rien de bien compliqué là dedans. Il faut remplir les gamelles. Des banlieues aux villages de notre pays, il faut remplir les gamelles, mettre des hôpitaux et soigner les gens, il faut donner du travail.

Pour cela c'est également assez simple.

Les godasses c'est fabriqué ici et pas là-bas.

Les médicaments c'est fabriqué ici et pas là-bas.

Les voitures c'est fabriqué ici et pas là-bas.

Les fruits et légumes c'est fabriqué ici et pas là-bas.

Pour cela, il faut évidemment revoir tout le logiciel qui a été téléchargé dès la fabrication dans nos usines à mamamouchis et dont Macron n'est que l'ultime version d'une lente dérive.

J'ai entendu dire que nos mamamouchis redoutent la « libération » du confinement.

Ils ont raison.

Ils n'ont pas idée à quel point ils ont raison.

Ils ont échoué sur toute la ligne.

Mais, il ne tient finalement qu'à eux de faire en sorte que cela se passe bien.

Cela passe, par les urnes, par le débat démocratique, par la transition démocratique vers un monde que l'immense majorité de ce peuple voudra plus juste et moins « austérité germanique ».

C'est à eux de faire le choix d'une transition pacifiée et démocratique... ou d'une libération tumultueuse.

Parce qu'effectivement, nous n'oublierons rien. Pas cette fois.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. **Préparez-vous et désormais protégez-vous !**

### **« L'inculture du risque ! Le temps des questions »**

Voici ce que j'écrivais en 2015, il y a quelques années, dans un éditо consacré à l'inculture du risque ce qui montre que le temps passe vite, sauf actuellement... Le temps est relatif, ce que nous savons depuis Einstein et... la pandémie.

Ce qui est bien avec l'inculture du risque, c'est qu'elle est comme l'imprévoyance applicable globalement à tous les sujets.

L'inculture du risque touche tous les pans de nos habitudes.

Cela va des inondations aux cyclones en passant par les attentats, les guerres, ou tout simplement les coupures d'électricité et les tempêtes... ha, j'oubliais aussi les crises économiques ou les pandémies.

Prévoir ne sert à rien, être prévoyant ne sert à rien.

Je pense que l'on va enfin pouvoir discuter entre gens sérieux d'un sujet sérieux qui est celui de la prévoyance, et n'oubliez pas que les cigales seront récompensées.

Pour vous le dire autrement, quand les riches maigrissent, les pauvres meurent.

Quand les fourmis souffrent, les cigales grillent.

C'est la revanche des fourmis et des prévoyants.

Les autres se sont tout simplement trompés. Ce n'est pas bien grave. Les blessures d'égo même douloureuses sont nettement moins gênantes que les blessures physiques.

Prenez bien soin de vous, et cigales comme fourmis, unis et solidaires.

**Charles SANNAT**

**Important. Invesco déprécie de 60 % la valeur de ses actifs !**



Invesco prend une décision radicale sur ses actifs non cotés britanniques...

Qu'est-ce que cela signifie ? Que lorsqu'il y a une crise et que cette crise est importante, vous êtes confrontés à plusieurs risques comme celui de perte en capital qui est le plus évident. J'ai une action de Total qui perd 50 %, j'ai perdu 50 % de la valeur. Mais il y a aussi ce que l'on appelle le risque de liquidité.

Il n'y a plus d'acheteur pour votre actif. Personne n'en veut. Vous êtes collé avec. Vous ne pouvez plus le vendre, il n'a donc même plus de prix. En le dépréciant de 60 % vous « provisionnez » ce risque.

C'est une très mauvaise nouvelle et une dépréciation de 60 % c'est tout de même majeur.

D'ailleurs à propos de la liquidité, c'est le principal risque qui pèse sur les détenteurs de SCPI. Nous en reparlerons car vous en entendrez parler si la crise s'aggrave.

*« Invesco a annoncé avoir déprécié de 60 % la valeur des actifs non cotés contenus dans ses portefeuilles d'actions britanniques » en raison des conditions de marchés actuelles « .*

*La société de gestion cherche à se défaire plus facilement des actions d'entreprises britanniques non cotées qu'elle détient » compte tenu d'un changement significatif en matière de tolérance au risque envers les actifs illiquides ou non cotés l'année dernière » , justifie Invesco. Une explication qui n'est pas sans évoquer les problèmes de Neil Woodford, qui se trouve être l'ancien gérant star d'actions britanniques d'Invesco, et qui gérât des portefeuilles très illiquides au sein de sa défunte société...D'ailleurs en décembre dernier, l'agence Morningstar avait dégradé les fonds Invesco High Income et Income à 'Neutre' en raison d'inquiétudes sur son exposition aux small cap et sur sa liquidité. Une critique contre laquelle le gérant s'était alors vivement défendue.*

*Mais le repositionnement des fonds s'est accéléré ces derniers temps. « Nous avons décidé que le moment était venu d'aller plus loin dans ces changements et de céder les actifs non cotés détenus dans ces fonds afin de redéployer le capital levé dans des actifs cotés » , indique Invesco sur son site.*

*L'argent dégagé sera investi » dans toute une série d'entreprises de capitalisations moyennes et grandes et qui, à notre avis, offrent d'importantes opportunités d'investissement – affichant une forte décote, bien inférieure à notre estimation de leur vraie valeur », commente Invesco. » Investir dans de grandes capitalisations est en phase avec notre approche d'investissement actuelle, plus de 70 % de nos fonds étant investis dans des entreprises cotées de plus de 1 milliard de livres », poursuit la société ».*

**Charles SANNAT**

## **Le choix impossible de l'austérité ou de l'inflation**

**François Leclerc 9 avril 2020 Décodages.com/**

À en croire François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, nous n'aurons comme seul choix possible, quand l'orage sera passé, que l'austérité aggravée ou l'inflation galopante. Bon, il ne le dit pas comme cela ! Il choisit naturellement la première option dans sa tribune parue dans *Le Monde*. Exit la monétisation de la dette, il faudra la rembourser, car « il n'y a pas de miracle ».(\*)

Inflation ou pas inflation ? La BCE a triplé la taille de son bilan sans parvenir à lui faire retrouver son « taux d'objectif », qu'est ce qui pourrait changer la donne ? Tout dépend des pronostics concernant la suite, de la persistance ou non des tendances déflationnistes, du rythme et de l'amplitude de la relance quand elle interviendra. Il faudrait aussi que la consommation redémarre plus vite que la production.

Dans les circonstances actuelles, ce n'est guère vraisemblable. Le prix du pétrole a baissé de 70% et ne va pas remonter au niveau d'avant en claquant des doigts à la Donald Trump, l'emploi va continuer à chuter comme l'Organisation internationale du travail (OIT) s'en alarme, et les baisses de production et d'activité ne sont pas susceptibles de faire grimper les prix étant donné les secteurs qui sont le plus affectés. Mais, effet d'inertie sans doute, l'argument continue d'être utilisé pour s'opposer à une monétisation, même partielle, de la dette.

Toutefois, si l'inflation devait redémarrer, cela serait un excellent moyen de diminuer le poids de la dette, doit-on remarquer. Par contre, la BCE perdrait le prétexte justifiant de poursuivre ses achats obligataires qui stabilisent le marché de la dette. Les deux effets seraient donc contradictoires, lequel l'emporterait ? Difficile de prendre le risque de se tromper.

En tout état de cause, on est tenté de renvoyer dos à dos les partisans des deux options, qui ne nous promettent rien de bon. Que reste-t-il d'autre alors pour s'en sortir qu'une restructuration de la dette assortie de sa reconfiguration et accompagnée de la réorientation de l'allocation du capital par voie fiscale ? Si cela ne se fait pas de manière ordonnée, le risque est grand que cela se fasse dans le désordre, n'est-ce pas là le vrai choix ?

---

(\*) Il y a du nouveau de sa part, à suivre...

## Le dos aux murs

François Leclerc 8 avril 2020 Décodages.com/



On n'en aura pas fini avec les murs quand le déconfinement débutera et que nous cesserons d'être entre quatre d'entre eux. À un rythme soutenu, leur construction était déjà intensive sur toute la planète, avec déjà comme raison d'être de se protéger des autres. D'autres murs sont en passe d'être élevés.

La levée des interdictions sera notamment géographique, par régions ou par pays, induisant alors un cloisonnement. Il y aura des zones libres et d'autres qui ne le seront pas, et l'on ne pourra pas passer sans contrôle de l'une à l'autre. Les frontières entre États n'avaient pas été fermées, elles seront bien d'avantage bouclées. Un morcellement du territoire s'instaurera, car le danger sera toujours dans nos murs tant qu'un rebond sera possible, tel une 5ème colonne. Combien de temps durera le provisoire ?

Le danger sera aussi à nos portes, devant lesquelles les réfugiés se presseront pour échapper à ce qui les attend dans leurs pays où ils seront démunis et sans recours. On parle de population à risque, mais ils le sont tout particulièrement dans les circonstances actuelles, et leur afflux sera sans commune mesure avec ce qui est déjà intervenu. Il ne sera pas nécessaire d'attendre les effets du réchauffement climatique comme redouté, car ils fuiront la propagation de la pandémie dans leurs pays aux structures sanitaires déficientes. Les habitants de la zone Schengen se barricaderont, le droit d'asile aura vécu.

Ces murs-là seront visibles, d'autres risquent d'être pernicieux. Au nom des meilleures intentions au départ, pour des raisons sanitaires, ils reposeront sur un « suivi numérique » basé sur l'analyse des relations sociales, qui pourra ensuite trouver d'autres raisons-prétextes pour se banaliser si l'on n'y prend garde. Déjà dans la place, la télésurveillance est une entrée en matière, la pente est glissante, la tentation indéniable. La traçabilité n'est pas un vain mot, pas plus que la collecte incontrôlable des données personnelles dans un monde hyper connecté. Si cette menace est finalement contenue, l'extension de la dictature des algorithmes ne le sera pas.

## **Editorial. Crises, rien prévu, rien appris, rien compris, rien ne va changer.**

**Bruno Bertez 8 avril 2020**

Je lis un peu partout des prédictions à l'emporte pièces selon lesquelles plus rien ne sera désormais comme avant. Je pense que les observateurs n'observent rien et qu'ils prennent leurs réactions primaires, leurs désirs pour des réalités.

Personne ne devrait s'attendre à ce que la pandémie modifie – et encore moins inverse – les tendances qui étaient évidentes avant la crise. Le néolibéralisme continuera de faire ses ravages, et la financiarisation va continuer de plus belle renforcée qu'elle sera par la masse considérable d'actifs financiers qu'il aura fallu créer lors de la crise.

Nous sommes dans des engrenages, pas question d'en sortir.

Les autocrates populistes deviendront encore plus autoritaires et plus primaires, les gauches continueront leur démagogie dépensière et les droites resteront paralysées par leur dépendance à l'égard des milieux d'affaires.

Les crises se présentent sous deux variantes: celles pour lesquelles nous n'aurions pas pu nous préparer, car personne ne les avait anticipées, et celles pour lesquelles nous aurions dû être préparés, car elles étaient en fait attendues.

La crise financière et celle du COVID-19 sont dans cette dernière catégorie, peu importe ce que Trump ou Macron disent dit pour éviter d'assumer leur responsabilité dans la catastrophe en cours.

Même si le coronavirus lui-même est nouveau et que le moment de l'épidémie actuelle n'aurait pas pu être prévu, les experts avaient bien prévenu qu'une pandémie de ce type était probable.

De même la crise financière qui menace tout l'édifice de fausses valeurs était inscrite dans les structures même de nos marchés, dans nos bilans, prévisible simplement personne n'a eu envie de s'y préparer.

Le SRAS, le MERS, le H1N1, le virus Ebola et d'autres épidémies ont pourtant fourni de nombreux avertissements. Il y a quinze ans, l'Organisation mondiale de la santé a révisé et amélioré son cadre mondial de réponse aux épidémies; elle a essayé de corriger les lacunes perçues dans la réponse mondiale rencontrée lors de l'épidémie de SRAS en 2003.

En 2016, la Banque mondiale a lancé un mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie pour fournir une assistance aux pays à faible revenu face aux crises sanitaires transfrontalières.

Tout le monde l'a oublié, tout le monde va même le nier: ils ont été prévenus. Comme l'a dit avec un culot monstre Macron: on ne peut prévoir ces choses avec 10 ans d'avance. Trump nie même l'existence des avertissements écrits qui lui ont été donnés par ses proches dès le 20 janvier.

Le plus flagrant, à peine quelques mois avant l'émergence de COVID-19 à Wuhan, en Chine, un rapport du gouvernement américain a mis en garde l'administration Trump sur la probabilité d'une pandémie à l'échelle de celle de grippe il y a cent ans, qui a tué environ 50 millions de personnes dans le monde entier.

Tout comme la crise financière, le COVID-19 était une crise qui devait se produire.

La réponse aux États-Unis et en Europe a été particulièrement désastreuse.

Soucieux de préserver les économies, les gouvernements ont minimisé la gravité de la crise pendant des semaines. Ils ont menti. Et ils continuent, ils pataugent.

Au moment où les infections et les hospitalisations ont commencé à monter en flèche, les pays se sont retrouvés à court de kits de test, de masques, de respirateurs et des autres fournitures médicales. Que dire de la délocalisation à hauteur de plus de 80% de la fabrication de nos médicaments.

Les retards dans les tests et les verrouillages/confinements ont également été coûteux en Europe; l'Italie, l'Espagne, la France et le Royaume-Uni en payent un prix élevé.

Certains pays d'Asie de l'Est ont beaucoup mieux réagi. La Corée du Sud, Singapour et Hong Kong semblent avoir contrôlé la propagation de la maladie grâce à une combinaison de tests, de recherches et de politiques de quarantaine strictes.

Des contrastes intéressants sont également apparus au sein des pays.

Dans le nord de l'Italie, la Vénétie a fait beaucoup mieux que la Lombardie voisine, en grande partie grâce à des tests plus complets et à l'imposition plus tôt de restrictions de voyage.

Pour l'essentiel, la crise s'est déroulée d'une manière quasi conforme aux modèles, elle aurait pu être anticipée.

L'approche incompétente, maladroite de Macron n'a eu d'égale que celle de Trump. Certainement pour les mêmes raisons: le narcissisme, la surévaluation personnelle et l'autoritarisme sans partage.

Ce n'est pas un hasard si on retrouve dans le même groupe des incompetents Jair Bolsonaro, au Brésil, tous ont minimisé les risques.

En sens inverse il n'est pas surprenant que les gouvernements aient réagi plus rapidement et plus efficacement là où ils jouissent encore d'une confiance importante du public, comme en Corée du Sud, à Singapour et à Taiwan.

La réponse de la Chine a été typiquement chinoise: suppression des informations sur la prévalence du virus, un degré élevé de contrôle social et une mobilisation massive de ressources une fois que la menace est devenue claire.

Mon sentiment est que chaque pays a réagi à la fois en fonction de ses particularités propres et en fonction de la personnalité de son dirigeant. Je soutiens même qu'à l'exception de Boris Johnson qui a fait amende honorable raisonnable, chacun s'est comporté comme la caricature de lui-même.

Trump continue de mentir et de se vanter, Macron continue de raconter n'importe quoi avec aplomb sans avoir la moindre gêne face à ses contradictions et reniements et Merkel a mis le paquet égoïste au service de son pays tout en envoyant balader les mendiants perpétuels des pays du sud.

Il n'y aura que très peu de changements fondamentaux car les conditions du changement ne sont nulle part réunies. Il ne faut pas confondre les paroles verbales avec les forces susceptibles de modifier les équilibres. Les changements, ce ne sont pas dans les paroles qu'ils prennent corps, non c'est dans les conditions matérielles qui les rendent possibles.

Nous allons assister à de gigantesques hommages du vice à la vertu, sans traduction en actions concrètes. Tout va se jouer au niveau de la cosmétique et de la communication.

Le plus net c'est en France où Macron a choisi de poursuivre envers et contre tout sa politique austéritaire et son rééquilibrage des ressources en faveur des entreprises et au détriment des ménages/populations. Il est prisonnier de son choix initial à savoir la priorité à l'offre et la « compliance » aux Traités.

Il n'y a pas émergence de leaders crédibles, de force politique charismatique, il n'y a pas de changement dans les rapports de force sociaux ou politiques et surtout les banques centrales seules véritables maitresses du jeu, entérinent le statu quo avec leur politique d'arrosage dont on voit bien que le seul but est de préserver l'ordre existant, fut-il de plus en plus intenable.

Pour résumer, les forces de rappel à l'identique vont jouer comme ce fut le cas après la crise de 2009 et après la récession d'alors.

Rien appris, rien compris, rien remis en cause. On traitera tout cela comme un choc exogène! La faute à pas de chance.

Les deux crises actuelles vont engendrer leur propre « biais de confirmation ».

Nous allons en faire encore plus dans l'inflationnisme, la délitation monétaire et la répression financière et les inégalités.

Nous verrons probablement dans la débâcle de COVID-19 une confirmation de la nécessité de contrôler les peuples, de réduire leurs libertés et surtout de les taxer.

L'excuse sera le renforcement des budgets de quelques services publics.

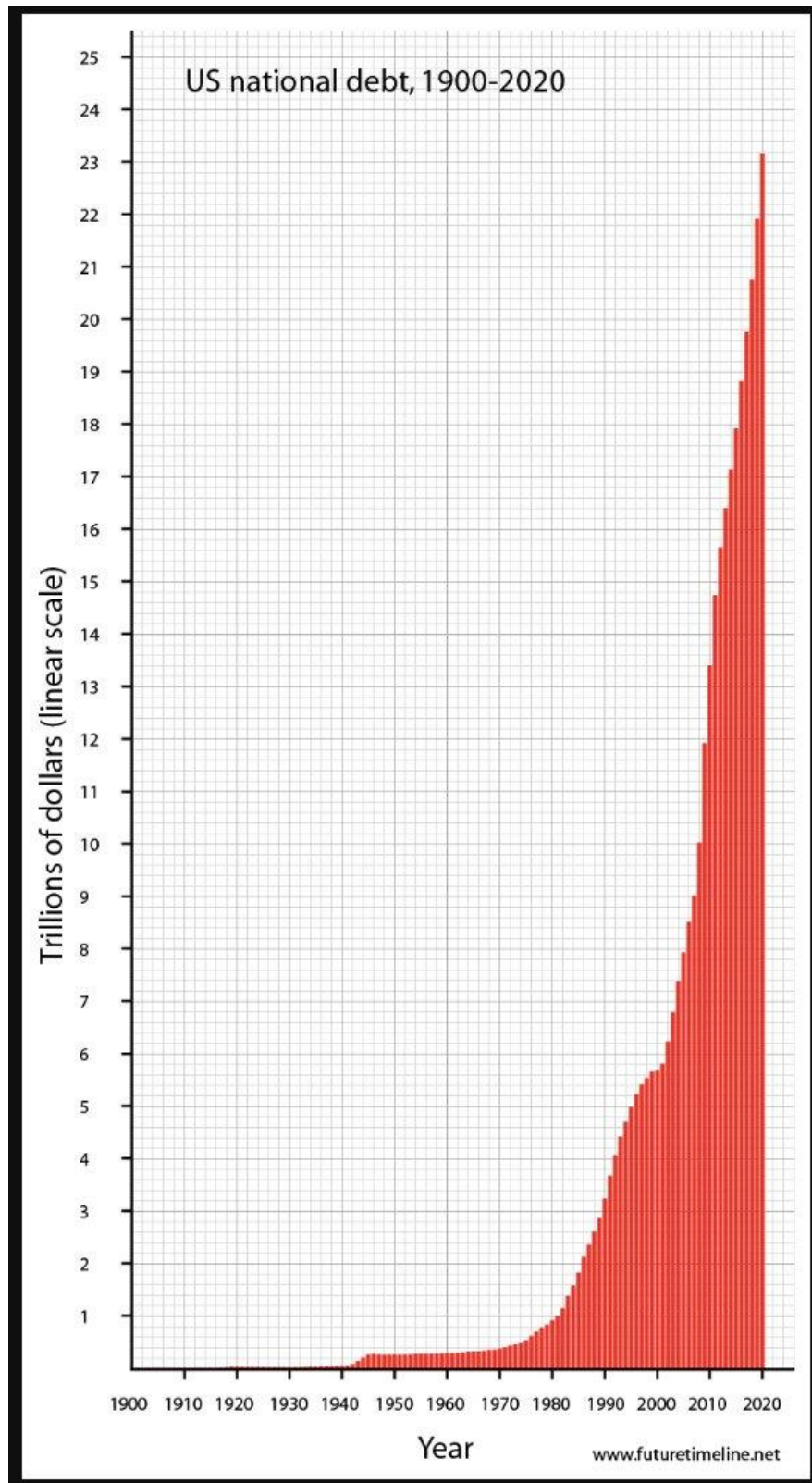
La vision du monde imposée par les élites ne sera pas remise en cause, au contraire elles auront le culot de dire que si nous avons eu des problèmes c'est parce que nous ne les avons pas suffisamment écoutées! Voyez ce que fait Macron avec l'aide de sa police et de ses médias: tout est de votre faute.

Ceux qui veulent plus de services publics auront de nombreuses raisons de penser que la crise justifie leur croyance et ils réclameront des subsides. Ils auront quelques miettes.

Ceux qui veulent plus de gouvernance mondiale feront valoir qu'un régime international de santé publique plus fort aurait pu réduire les coûts de la pandémie.

On va aplatir la courbe du virus, et de toute façon elle se serait aplatie toute seule!

Mais il y a une courbe qui ne s'aplatira plus et c'est elle qui commande tout: la courbe de la dette.



# Editorial: quand les dettes deviennent trop importantes et que l'on ne peut plus les honorer, on fabrique de la monnaie

Bruno Bertez 9 avril 2020

Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets : quand les dettes deviennent trop importantes et que l'on ne peut plus les honorer, on fabrique de la monnaie; on en fabrique de plus en plus et de plus en plus cyniquement, au vu et au su de tout le monde.

Nous sommes dans une de ces périodes. C'est l'illustration du fameux adage qui a fait le tour du monde; « quand les choses deviennent sérieuses, il faut mentir ». Car la gestion monétaire est un mensonge d'état.

Les banques centrales financent les gouvernements et aujourd'hui elles ne s'en cachent même plus.

On ne prend pas aux ploutocrates et autres ultra riches les ressources pour financer les besoins de l'état, non on prend ... à la monnaie, c'est à dire à ceux qui n'ont que la monnaie pour richesse: les moins riches. **Prendre à la monnaie, c'est toujours prendre aux pauvres car eux n'ont pas de patrimoine réel.**

Et comme en ces temps de crise on distribue les trillions aux riches qui exercent le chantage à l'emploi par l'intermédiaire de leurs entreprises, on distribue les trillions qui vont dans la poche de riches en fabriquant de la fausse/vraie monnaie c'est à dire en dévalorisant la monnaie des pauvres.

N'oubliez jamais, les riches ont les biens et les pauvres eux ont la monnaie.

Ah les braves gens!

On joue sur le fait que la confiance est un capital et que l'on peut tirer sur ce capital pendant longtemps. Les peuples ne comprennent rien à la chose monétaire et tous les gouvernements de droite, de gauche et du centre adorent le « débasement » de la monnaie.

**Le subterfuge utilisé par les puissants qui utilisent l'escroquerie monétaire pour empiler/financer les dettes est toujours fondé sur le même principe: il s'agit d'abuser le peuple qui croit que l'argent est une richesse en soi et donc l'accepte et le conserve et à la faveur de cette croyance d'en fabriquer de plus en plus, et ce faisant, de changer la nature de l'argent et d'en faire un jeton, un simple moyen d'échanger .**

On joue sur la croyance du peuple naïf qui est persuadé que la monnaie est une réserve de valeur et, à la faveur de cette croyance on en imprime ce qui précisément, dialectiquement détruit sa fonction de réserve de valeur.

En tant que réserve de valeur, la monnaie contient en germe sa propre destruction tout aussi sûrement que le grain de blé contient en germe le blé futur.

Nous sommes dans la dialectique à l'état pur laquelle sépare le fond et la forme, les retourne l'un contre l'autre, scinde la monnaie en un signe que l'on manipule et sa trace mnésique/souvenir qui, elle inspire confiance.

On truque le rapport signifiant/signifié/référent. On joue entre la monnaie réelle que l'on émet et la monnaie imaginée comme saine et vraie; on sépare l'ombre du corps, on nous refait le coup du Pacte Faustien qui a permis à l'Empereur de payer ses dettes. De payer les dettes qu'il nous devait ... avec notre argent!

Bref comme c'est le cas quotidiennement dans le moderne et post-moderne le pouvoir joue sur la disjonction.

La Grande Experience de Law est une expérience fondée sur la gogoterie, la naïveté.

## Un escroc qui vivait du Jeu a séduit Le Régent désargenté, dépensier et frivole.

John Law, aventurier sans scrupule vivait du Jeu et il découvrit que les gens étaient des gogos invétérés. Il eut donc l'idée de créer une monnaie de papier fondée sur les enseignements du jeu et des calculs de probabilités.

En 1715 il vient en France. La situation financière du pays était dramatique. La dette de l'État français représentait dix années de recettes fiscales du royaume. L'ancien roi avait énormément dépensé dans les guerres et les constructions ; de plus, les financiers s'étaient fortement enrichis aux dépens du royaume, toujours à l'affût de quelque bonne affaire.

Les ministres et les personnalités influentes ne proposaient que des solutions de replâtrage.

Le Régent se décida alors à suivre les audacieuses théories de Law, qui promettait de régler le problème de l'endettement et de relancer vigoureusement l'activité économique du pays.

La création d'une illusion monétaire était à la base de sa théorie, la multiplication de signes monétaires était censée développer les affaires.

John Law est autorisé à créer en 1716 la Banque générale et à émettre du papier-monnaie contre de l'or. Le Régent lui-même participe à la souscription des actions de la nouvelle banque. Il ne s'agissait pas d'une banque foncière, mais d'une banque ordinaire, sur le modèle hollandais, qui échangeait des dépôts de monnaie métallique contre des billets.

L'Experience, The Great Experiment dura 5 ans, elle a ruiné les braves gens et enrichi les canailles.

En 1720 l'escroc ayant ruiné la France par son expérience doit s'enfuir, il y a 300 ans.

Son Système a ruiné 10 % environ de la population française. Certains initiés, parmi les Princes par contre, bénéficiant de renseignements de première main, purent s'enrichir considérablement.

Cependant, son Système a assaini la dette de l'État en la faisant prendre en charge par les épargnants.

**CHART: M2 Money Stock**  
United States  
(year-over-year percent change)



Source: Haver Analytics, Rosenberg Research

## **Les Etats-Unis ne s'associeront pas à l'OPEP pour la réduction de la production de pétrole**

rédigé par [Philippe Béchade](#) 9 avril 2020



**A quelques heures du début de la réunion -sous forme de téléconférence- de l'OPEP, les Etats-Unis viennent de faire savoir qu'ils ne s'associent pas à l'effort de réduction de la production réclamée par les membres du cartel – auquel s'ajoute la Russie – (l'OPEP représente une capacité de 30 millions de barils/jour, la Russie 12 millions, soit l'équivalent de celle des Etats Unis).**

**Cette annonce américaine est tout sauf une surprise** car on voyait mal Donald Trump devoir expliquer à ses compatriotes pourquoi il avait cédé à la pression de Vladimir Poutine et du prince et vice-Premier ministre d'Arabie Saoudite Bin Salmane.

**Un communiqué émanant de l'OPEP ce matin évoquait par ailleurs le persistance de dissensions entre Moscou et Ryad ce matin... mais qui ne seraient pas insurmontables.**

**Ce qui semble l'être en revanche, c'est d'envisager 30 à 35% de réduction pour chaque pays producteur face à un excédent de 25 à 26 millions de barils/jour... mais comme il n'y aura plus moyen de stocker de telles quantités (des centaines de millions de barils déjà extraits mais qui ne trouvent pas preneur depuis 1 mois), il faudra à un moment fermer les robinets, y compris aux Etats-Unis.**

Le dernier à le faire sera celui qui dispose encore de quelques cuves, tankers ou réservoirs souterrains pas encore sur le point de déborder !

### **Pétrole : les stocks de brut américain augmentent de 15,2 millions de barils**

Selon les données hebdomadaires de l'EIA (Energy Information Administration), la production totale de brut américain n'a chuté que de -600.000 barils par jour (à 12,4 millions de barils par jour) **alors que la demande intérieure s'effondre déjà de plus de 30% en 15 jours.**

Les stocks de brut américain se sont gonflés de 15,2 millions de barils la semaine dernière, ceux d'essence de 10,5 millions de barils et seulement + 476.000 barils pour les distillats (c'est la preuve que les raffineries continuent de tourner à plein régime).

Le baril de [WTI](#) gagnait 2.5% sur le [NYMEX](#) vers 24,6\$ contre 24,4\$ avant le rapport de l'EIA.

## L'Europe désunie face à la pandémie, les Etats-Unis dans l'attente

rédigé par [Philippe Béchade](#) 9 avril 2020



Ah, si seulement les mauvaises nouvelles pouvaient redevenir de “bonnes nouvelles”... le [CAC40](#) pourrait alors s'envoler sans effort, avec la légèreté d'une ballerine adepte du véganisme, vers les 4 500 points.

Car en France, nous faisons le plein : aucun calendrier ni aucune stratégie de dé-confinement (contrairement à l'Allemagne, la Slovaquie, la Finlande, la Slovénie, etc.) mais déjà 6,3 millions de salariés en chômage partiel, soit un sur quatre (dont 400 000 dans le secteur du tourisme, +50 000 intérimaires sans affectation).

Pas moins de 545 000 entreprises ont sollicité une aide mensuelle -en fait une aumône de 1 500€- qui ne garantit en rien leur survie.

Et en ce qui concerne les prêts garantis par l'Etat, 10% d'entreprises ne sont d'ores et déjà pas éligibles parce que jugées non-solvables avant même la mise place des mesures de soutien (avant de soumettre leurs demandes de liquidités à la [Banque de France](#), les banques doivent s'assurer que les emprunteurs disposent des moyens de rembourser après la reprise de leur activité).

Cette même Banque de France, s'appuyant sur une étude de l'INSEE qui estime la baisse du PIB à -1,5 point par quinzaine de confinement (soit -3% par mois), s'attend à une chute de -6% de notre PIB au 1er trimestre 2020 (le pire depuis le 2ème trimestre 1945), avec un plongeon de 85 à 95% de l'activité dans le secteur automobile, le bâtiment et l'aérien.

Si le confinement devait englober tout le second trimestre et le redémarrage s'effectuer aussi lentement qu'en Chine, une récession de -10% pourrait être constatée en fin d'année.

**Autre déception du jour, le sommet de l'[Eurogroupe](#) pour la mise en place d'un plan de relance de 1 500Mds€ a échoué** au bout de 16h de marchandage sur les "[coronabonds](#)" et de pinaillages sur des points de détail.

Pour résumer les raisons du "blocage", les "**fourmis**" du Nord de l'Europe refusent toujours de mutualiser des dettes avec les pays "**cigales**" du Sud.

Les "coronabonds" sont une des solutions prônées par la France, avec l'appui de 14 autres pays de l'UE, et même [Christine Lagarde](#) approuve le concept d'une solidarité collective, mais l'Allemagne, les Pays-Bas et la Finlande continuent d'y opposer un veto absolu.

**L'Allemagne s'attend à une baisse de -9,8% (pour ne pas dire -10%) de son PIB au 2ème trimestre, c'est à dire 2 fois moins sévère que celui attendu en France, et espère avoir rétabli sa production d'ici le 3ème trimestre.**

**La France, l'Espagne, l'Italie n'ont aucune idée de la façon dont leurs économies respectives vont redémarrer (ni quand)**, ce qui risque de se traduire par un grand écart conjoncturel, et un spectaculaire accroissement de la dette des pays "latins" d'ici la fin de l'été : **l'Allemagne n'a aucune envie d'apporter sa garantie à des émissions obligataires de pays qui ont fait étalage d'une gestion laxiste de leurs finances depuis 10 ans** et qui récoltent les fruits amers de leur imprévoyance face au risque de pandémie qui s'est rapidement diffusée de la Chine vers l'Italie.

Wall Street continuer de parier sur une reprise en V

**Il subsiste une grosse inconnue économique et elle concerne les Etats Unis** où Donald Trump -soucieux de son calendrier électoral- semble confondre vitesse et précipitation : il n'a pas hésité à évoquer une réouverture quasi-immédiate des usines avant de se faire recadrer par son entourage, les syndicats et les patrons de multinationales.

**Trump aimerait certainement pouvoir s'appuyer sur une courbe montrant l'économie américaine se redressant de plus de 5% à l'entame du mois de novembre.**

**Mais les Etats Unis sont tributaires de la reprise chinoise, européenne... et des pays émergents, souvent des producteurs de matières premières ou de pétrole** et pour lesquels se profile un coup d'arrêt brutal de l'activité, avec beaucoup moins de moyens d'orchestrer une relance... et ne parlons même pas de la coordination des efforts (l'Europe n'y parvient qu'à grande peine, imaginez la difficulté de la tâche en Afrique, avec beaucoup de pays où l'exécutif ne contrôle qu'une partie du territoire).

Cette question des pays qui tirent l'essentiel de leur PIB de l'industrie de l'extraction de produits de base est encore largement sous-estimée, et cela ne concerne pas que de "petits pays" puisque sont également concernés des géants comme le Brésil ou le Nigeria, mais aussi le Chili et le Pérou... sans oublier l'Argentine qui vient encore de faire défaut sur une tranche de dettes court terme.

Pour tous ces pays, les difficultés ne font que commencer **mais Wall Street fait comme si de rien n'était car il y a la planche à billets de la FED, et un souci politique en moins depuis mercredi après-midi : Bernie Sanders annonce abandonner la course à la Maison Blanche.** Il faut dire que les sondages étaient un peu désespérants, les électeurs semblant désormais trop frileux pour voter en faveur d'un candidat "de rupture"... il y a déjà assez d'incertitude comme ça !

De toute façon, Bernie Sanders avait été poignardé dans le dos début mars par sa rivale Elisabeth Warren lors du "*super tuesday*" : alors qu'elle n'avait plus aucune chance, elle avait maintenu sa candidature et pris des

électeurs à son principal adversaire réformiste, avant de se retirer de la course dès le lendemain même et d'offrir son soutien à... Joe Biden dont le programme est clairement le plus éloigné du sien.

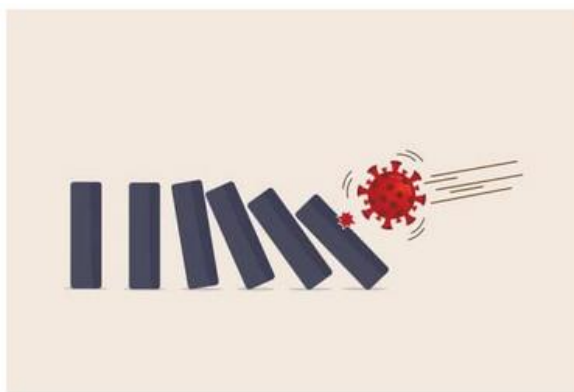
Donald Trump n'avait pas manqué de brocarder ce sabotage du candidat dont il avait peut-être le plus à craindre au cas où le déluge de nouvelles dettes (rendu possible par le "QE infinity" de la FED engendrerait plus d'effets néfastes que de bénéfices économiques.

Wall Street semble parier depuis le début de la semaine sur une reprise en "V", mais cela tiendrait du miracle si le scénario était celui d'une reprise en "U" (lente à se mettre en place mais puissante) alors que le scénario le plus probable serait une reprise en "J": lente et surtout partielle en 2021.

## **Covid-19 et dominos (1/2)**

rédigé par [Charles Hugh Smith](#) 9 avril 2020

*L'économie d'un pays n'est pas fondamentalement différente de celle d'un ménage ordinaire  
– démonstration avec l'épidémie de coronavirus.*



Pour comprendre pourquoi les dominos renversés par la pandémie de Covid-19 ont mené à cette banqueroute planétaire, prenons l'exemple d'une famille individuelle, un ménage.

L'objectif de cet exercice est de faire la distinction entre la valeur de marché d'un actif et sa valeur nette, c'est-à-dire ce qui reste une fois que les dettes sont soustraites de la valeur de marché.

Admettons que notre ménage ait été très prospère et détienne des actifs d'une valeur d'un million de dollars : une maison, une entreprise familiale, une épargne retraite standard et un portefeuille d'actions et d'autres investissements.

Ce ménage est également endetté à hauteur de 500 000 \$ : une hypothèque, un prêt automobile, des prêts étudiants et un crédit à la consommation.

La valeur nette de ce ménage est donc de 1 000 000 \$ moins 500 000 \$ = 500 000 \$.

**Et puis les choses se gâtent...**

Disons qu'on assiste ensuite à une crise financière et à une récession : la valeur des actifs du ménage chute de 30%.

30% d'un million, cela fait 300 000 \$ : la valeur de marché des actifs du ménage n'est donc désormais plus que 700 000 \$.

Si l'on déduit de ce total les 500 000 \$ de dette, la valeur nette du ménage n'atteint plus que 200 000 \$. On constate que la dette est conservée, quelle que soit l'évolution de la valeur de marché des actifs dont le ménage est propriétaire.

Admettons maintenant que la bulle spéculative enfle à nouveau : le ménage s'endette davantage, dans l'euphorie généralisée, et décide d'acheter une plus grande maison, d'investir dans l'entreprise familiale, et de se payer un peu de bon temps.

Ses actifs valent maintenant deux millions de dollars, mais sa dette atteint 1,5 million. Sa valeur nette reste stable, à 500 000 \$, étant donné que la dette a augmenté en même temps que la valeur des actifs.

Hélas, toutes les bulles finissent par éclater. La valeur de marché des actifs du ménage décline de 30%, soit 600 000 \$. Ils valent désormais 2 000 000 \$ moins 600 000 \$, soit 1 400 000 \$. La valeur nette du ménage est désormais de 1 400 000 \$ moins 1 500 000 \$, soit -100 000 \$. Le ménage est en faillite.

Ajoutons à cela que les revenus nets de l'entreprise familiale tombent presque à zéro durant la récession : le ménage n'a plus suffisamment de revenus pour payer toutes ses dettes.

## **Elargissons maintenant le champ...**

C'est précisément ce qui est en train d'arriver à l'économie mondiale. Avant la pandémie, ses actifs avaient une valeur de marché de 350 000 Mds\$, et ses dettes étaient de 255 000 Mds\$, soit une valeur nette d'environ 100 000 Mds\$.

11 000 Mds\$ de valeur de marché se sont évaporés sur les marchés aux Etats-Unis, et ce n'est qu'un avant-goût. Au niveau mondial, la Bourse a perdu 30 000 Mds\$. Quand les rendements augmenteront malgré les manipulations des banques centrales (oups, pardon... je voulais dire « l'intervention »), la valeur de marché des obligations perdra 30 000 Mds\$.

Les obligations pourries ont déjà perdu plusieurs milliers de milliards de dollars de valorisation, sans même tenir compte des milliers de milliards perdus par les petites entreprises, le *shadow banking* et toute une gamme d'autres actifs non-cotés.

Enfin, il y a la bulle la plus massive de toute : celle de l'immobilier. Des millions d'habitations appartenant à des propriétaires pleins d'illusions qui pensent encore qu'elles valent 1,4 million de dollars vaudront bientôt des montants plus réalistes – aux alentours des 400 000 \$ voire moins, soit une perte de valeur d'un million de dollars.

Une fois que la valeur de marché des actifs mondiaux aura chuté de 100 Mds\$, le monde entier sera en faillite.

## **Ne vous bercez pas d'illusions**

Ceux qui s'attendent à ce que les marchés financiers reviennent, comme par magie, aux niveaux de janvier 2020 une fois que la pandémie s'éteindra se bercent d'illusions. Les dominos chutent les uns après les autres.

Les valorisations boursières, les revenus, les profits et les défauts de paiements de plus en plus nombreux finiront par venir à bout des évaluations fantaisiste des actifs en pleine bulle : les actions, les obligations, l'immobilier, le guano de chauve-souris... tout.

Le système financier mondial a déjà perdu 100 000 Mds\$ de valeur de marché, il est par conséquent déjà insolvable. Reste à déterminer dans quelle mesure.

Un indice : les entreprises dont les actions valaient récemment encore 500 ou 300 \$ ne vaudront plus que 10 \$ ou 20 \$ une fois la crise passée. Les obligations soi-disant « sûres » perdront 50% de leur valeur. Nous pourrions nous estimer chanceux si l'immobilier conservait 40% de sa valeur actuelle, etc.

La valeur nette s'approchera de zéro, puis deviendra négative – mais les dettes, elles, seront toujours là. Leur service devra encore être assuré, elles devront toujours être remboursées, et si l'emprunteur ne paie plus, les pertes devront être absorbées par les prêteurs... ou le contribuable, si l'Histoire se répète comme en 2008, et que des citoyens eux-mêmes insolubles sont forcés de venir secourir les élites financières en faillite.

Nous verrons la suite dès demain.

## **Tapis de bombes sur l'économie mondiale**

rédigé par [Bill Bonner](#) 9 avril 2020

*Le coronavirus est ce qu'il est – tout comme les mesures prises par les autorités pour le ralentir. Pour ce qui est de leurs actions en termes de relance économique, en revanche...*



L'avancée du coronavirus semble donner de très légers signes de ralentissement. Si c'est bien le cas... c'est parce qu'un tapis de bombes a été déversé sur l'économie.

Les gens coincés chez eux ne tombent pas malades... mais ils ne dépensent et ne gagnent pas d'argent non plus.

Toute cette discussion est si embrouillée, cependant, qu'il est probablement temps de tenter de démêler un peu l'ensemble.

Quel est le lien entre le virus et l'économie ? Si l'épidémie s'apaise... l'économie va-t-elle « décoller » ? Les actions devraient-elles grimper ?

Tirons un peu sur les fils et voyons ce que ça donne.

### **Quatre fils à démêler**

Commençons par le fil le plus simple et le plus court de tous : la molécule du Covid-19 elle-même.

Est-elle pire que d'autres gripes saisonnières, ou que d'autres maladies – comme le cancer, les maladies cardiaques ou la dépression ? Nous n'en savons rien. Tout dépend des « experts » que vous écoutez.

Deuxièmement, il y a la réaction des autorités au virus.

Jadis, elles auraient laissé la nature suivre son cours. Aujourd'hui, elles pensent être « en guerre ».

Est-ce sensé ?

Parfois, bien sûr, quand un pays est confronté à un ennemi mortel, cela en vaut la peine. Est-ce le cas actuellement... quand l'« ennemi » est un virus ? Là encore, tout dépend à qui vous parlez.

Troisièmement, il y a [la réaction de l'économie aux initiatives anti-virus des autorités](#).

En empêchant les gens de gagner ou de dépenser de l'argent, les autorités bloquent aussi l'économie. James Bullard, gouverneur de la Réserve fédérale de St Louis, a averti que le chômage US pourrait être plus élevé que pendant la Grande dépression. Est-ce que cela en vaut la peine ?

Quatrièmement, il y a la réaction des autorités à la réaction économique que leur réaction au virus a causée.

Même avant l'apparition du coronavirus, les choses n'étaient pas très claires. Certains affirmaient que [l'économie américaine était en excellente forme](#)... ou « bien située », comme l'a formulé Jerome Powell, le président de la Fed.

Ensuite, quand le virus a attaqué, le président des Etats-Unis a dit que les marchés boursiers « commençaient à avoir très bonne allure », sous-entendant que les investisseurs devraient acheter des actions.

Son conseiller économique, Larry Kudlow, a dit que [le virus était « contenu »...](#)

D'autres, dont votre correspondant, considéraient que les marchés étaient un géant aux pieds d'argile...

... et que lorsqu'il chuterait, il serait impossible de le remettre debout.

Maintenant que le géant s'est bel et bien effondré... regardons tout cela d'un peu plus près.

## **Droit à l'immortalité**

Le fil du Covid-19 est dangereux. Mais il ne sera probablement pas plus mortel que d'autres nouvelles infections virales... et n'aura sans doute rien à voir avec la grippe espagnole d'il y a un siècle.

Celle-là a tué 50 millions de personnes. Celui-ci ne tuera probablement pas même 10% de ce chiffre. Par ailleurs, il ne sera probablement pas une grande menace pendant très longtemps. Les êtres humains subissent le rhume, la rougeole et les accidents de la circulation ; on apprend à vivre avec.

Ceux qui affirment que même un seul décès est intolérable ne réfléchissent tout simplement pas. 37 000 gens meurent sur les routes chaque année rien qu'aux Etats-Unis. Si l'on voulait vraiment les sauver, on limiterait la vitesse à 30 km/h.

Ce n'est pas le cas parce que les gens ne sont pas idiots. Nous acceptons des risques raisonnables et vivons notre vie. Le droit à l'immortalité n'est pas inscrit dans la Constitution.

Alors qu'en est-il de la réaction des autorités au Covid-19 ? Les dirigeants – américains et autres – auraient-ils pu mieux faire ? Probablement. Mais ils devaient réagir. Et – considérant la manière dont les médias ont attisé l'hystérie des foules – les excès étaient inévitables.

Quant à la politique gouvernementale, ne devrait-elle pas être guidée par la science ? Oui... et non. Les chercheurs peuvent mesurer les risques en nous disant, par exemple, combien de morts en moins il y aurait sur les routes si on limitait la vitesse à 30 km/h.

Ce n'est cependant pas à eux de nous dire si « cela en vaut la peine ». Au final, ce sont les autorités qui ont les armes ; ce sont elles qui prennent ces décisions.

## **Le dernier fil**

La plupart des gouvernements nationaux et locaux ont simplement adopté des mesures essayées ailleurs – distanciation sociale... masques... lavage de mains... et ainsi de suite.

Cela a mené à une réduction drastique des salaires... des ventes... des profits... des revenus fiscaux... et du PIB. Ces pertes économiques sont réelles... et permanentes pour la plupart.

Si une personne manque le travail pendant une journée, la production de ce jour-là a disparu... pour toujours. La personne peut tenter de récupérer son retard le lendemain, mais elle perd alors ce qu'elle avait prévu pour ce jour-là.

Un mois d'oisiveté revient à environ 8% du PIB annuel. Dans la mesure où le PIB US réel se développait de seulement 2% par an... un mois d'arrêt entraîne une récession immédiate. Deux mois, et c'est une dépression.

Qu'on le veuille ou non, c'est ce que les autorités ont décrété. Nous en serons plus pauvres.

Dans un monde meilleur, nous l'accepterions gracieusement et nous nous remettrions au travail dès que possible.

Mais dans le monde actuel... quelle que soit la taille de la calamité qui nous affecte, les autorités peuvent empirer la situation.

Nous n'avons pas de rancune envers le Covid-19. Il est ce qu'il est. Nous ne tenons pas non plus vraiment rancune aux autorités de leurs tentatives de gérer le virus. Nous ne jurerions pas que nous aurions fait mieux.

Là où nous commençons à trembler et gémir, c'est lorsque nous regardons de plus près le dernier fil – la réaction des autorités aux dégâts qu'elles ont commis.

Comme nous le verrons demain, l'impression monétaire des autorités est si visiblement absurde... si évidemment nocive... d'une idiotie si infantile... que cela nous mène à un désastre encore plus grand.

Enfin, au moins on ne s'ennuie pas !

C'est comme de regarder un groupe de chimpanzés aux commandes d'une centrale nucléaire.

C'est distrayant, certes... mais nous sommes certain que ça finira mal.

